Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Digne-les-Bains, le - 6 NOV. 2018

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Service Environnement Risques
Pôle Risques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2018- 310 - 002
portant approbation de la révision du plan de prévention
des risques naturels prévisibles de la commune de VALENSOLE

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement notamment son article 222 ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L122-4, R122-17 à R122-24, L125-2 L562-1 à L562-9 et R562-1 à R562-10-2 ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le code des assurances, notamment les articles L125-1 et suivants ;

VU la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, notamment son titre II afférent à la prévention des risques naturels ;

VU la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la prévention des dommages ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile, modifiée par l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 ;

VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 modifié relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret de Monsieur le Président de la République en date du 27 juin 2018 nommant Monsieur Olivier JACOB, Préfet des Alpes-de-Haute-Provence ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014-339-0013 du 5 décembre 2014 prescrivant la révision du plan de prévention des risques naturels prévisibles de la commune de VALENSOLE ;

VU l'arrêté préfectoral n°2017-293-010 du 20 octobre 2017 prorogeant le délai d'approbation de la révision du plan de prévention des risques naturels prévisibles de la commune de VALENSOLE ;

VU l'arrêté préfectoral n°2018-117-005 du 27 avril 2018 portant ouverture de l'enquête publique au projet de révision du plan de prévention des risques naturels de la commune de VALENSOLE ;

VU les pièces constatant que l'arrêté du 27 avril 2018 susvisé a été publié, affiché et a fait l'objet d'un avis, inséré quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux diffusés dans le département ;

VU l'avis favorable du Conseil Municipal en date du 13 décembre 2017 ;

VU l'avis de la Chambre d'Agriculture en date du 30 janvier 2017 ;

VU l'avis favorable du Conseil départemental des Alpes-de-Haute-Provence en date du 14 février 2018 ;

VU l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Alpes-de-Haute-Provence en date 5 janvier 2018;

VU les avis réputés favorables du Conseil Régional de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, de la communauté d'agglomération Durance Luberon Verdon Agglomération (DLVA), du Centre Régional de la Propriété Forestière ;

VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 28 mai au 2 juillet 2018;

VU le rapport du commissaire enquêteur relatif à la révision du plan, ses conclusions motivées et son avis favorable ;

CONSIDERANT que le présent plan de prévention des risques naturels constitue une servitude d'utilité publique et, qu'à ce titre, il est établi sur la base de la connaissance de l'occupation existante des sols à la date de son approbation ;

CONSIDERANT que les avis reçus et les observations déposées justifient des adaptations du projet de plan de prévention des risques naturels de la commune de Valensole et que celles-ci n'ont pas pour effet de remettre en cause l'économie générale du projet ;

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental des Territoires,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Approbation du PPRN révisé

Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) révisé de la commune de VALENSOLE est approuvé tel qu'annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2 : Contenu du dossier PPR révisé et possibilités de consultation

Le dossier de plan de prévention des risques (PPRN) révisé de la commune de VALENSOLE, conformément à l'article 3 du décret du 5 octobre 1995 modifié, contient les documents suivants, joints en annexe :

sous-dossier relatif au risque incendies de forêt :

- un rapport de présentation,
- une carte d'aléas à l'échelle 1/15 000,
- une carte du zonage réglementaire à l'échelle 1/15 000,
- une carte du zonage réglementaire zone développées à l'échelle 1/15 000,
- un règlement,

sous-dossier relatif aux autres risques :

- un rapport de présentation,
- un règlement Risques inondations et mouvements de terrain, retrait-gonflement des argiles
- un plan d'assemblage des cartes
- une carte informative des phénomènes naturels
- de cartes des aléas inondations et mouvements de terrain (1/10 000) – feuilles 1 à 5
- de cartes des l'aléa inondations et mouvements de terrain (1/15 000) – feuilles A1 à A5, B1,C1 à C2, D1 à D4 ;
- de cartes des enjeux (1/10 000) – feuilles 1 à 5 ;
- de cartes du zonage réglementaire – Retrait-gonflement des argiles (1/ 10 000) – feuilles 1 à 5 ;
- de cartes de zonage réglementaire – Inondations/Mouvements de terrain (1/10 000) – feuilles 1 à 5 ;
- une carte du zonage réglementaire – Inondations/Mouvements de terrain (1/5 000) – feuilles A1 à A5, B1,C1 à C2, D1 à D4 ;

Il est tenu à la disposition du public dans les locaux :

- de la mairie de VALENSOLE,
- de la communauté d'agglomération DLVA,
- de la préfecture du département des Alpes-de-Haute-Provence,
- de la direction départementale des territoires des Alpes-de-Haute-Provence.

Il est téléchargeable sur le site internet du département : www.alpes-de-haute-provence.gouv.fr

ARTICLE 3 : Adressage du présent arrêté

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le maire de la commune de VALENSOLE,
- Monsieur le président de la communauté d'agglomération DLVA
- Monsieur le président du Conseil régional Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- Monsieur le président du Conseil départemental des Alpes-de-Haute-Provence,
- Monsieur le président de la Chambre d'agriculture des Alpes-de-Haute-Provence,
- Monsieur le président du Centre régional de la propriété forestière de Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Monsieur le directeur départemental des services d'incendies et de secours.
- Monsieur le président de la Chambre des notaires des Alpes-de-Haute-Provence,
- Monsieur le président du Tribunal Administratif de Marseille,
- Monsieur le commissaire enquêteur Alex Siciliano,
- Monsieur le président du parc naturel régional du Verdon

ARTICLE 4 : Affichage du présent arrêté

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de VALENSOLE ainsi qu'au siège de la communauté d'agglomération DLVA, pendant au moins un mois à partir de la date de réception de la notification du présent arrêté. À l'expiration du délai d'affichage et après mise à disposition du public du dossier durant au moins un mois, le maire transmettra au préfet un certificat justifiant l'accomplissement de cette mesure de publicité.

ARTICLE 5 : Avis dans la presse et au recueil des actes administratifs
Mention du présent arrêté sera faite dans les deux journaux locaux « La Provence » et « Haute Provence Info» par un avis inséré par les soins et aux frais de l'État. Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence.

ARTICLE 6 : Annexion au document d'urbanisme de la commune
Le maire annexera au document d'urbanisme communal en vigueur la servitude d'utilité publique instituée par le présent arrêté. Une copie de l'arrêté du maire constatant la mise à jour du document d'urbanisme communal sera également adressée au Préfet des Alpes-de-Haute-Provence.

ARTICLE 7 : Exécution du présent arrêté
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté :
- la secrétaire générale de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence,
- le directeur des services du cabinet de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence,
- le directeur départemental des territoires des Alpes-de-Haute-Provence,
- le maire de VALENSOLE,
- le président de la communauté d'agglomération DLVA

ARTICLE 8 : Délai et voie de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. :
- d'un recours gracieux auprès du Préfet des Alpes-de-Haute-Provence,
- d'un recours hiérarchique adressé à Monsieur le Ministre de la Transition Écologie et Solidaire à la Direction Générale de la Prévention des Risques, Arche de la Défense, paroi Nord 92055 LA DEFENSE CEDEX
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille (22-24, Rue Breteuil 13281 Marseille Cedex 6).

Olivier JACOB

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Service Environnement Risques
Pôle Risques

Digne-les-Bains, le 11 SEP. 2019

ARRETE PREFECTORAL n° 2019-254-003
portant approbation de la modification du plan de prévention des risques naturels prévisibles de la commune de Valensole

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, notamment son titre II afférent à la prévention des risques naturels ;
VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
VU la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la prévention des dommages ;
VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile, modifiée par l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 ;
VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, notamment son article 222 ;
VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 modifié relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;
VU le décret 2011-765 du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des plans de prévention des risques naturels prévisibles ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
VU le décret de Monsieur le Président de la République en date du 27 juin 2018 nommant Monsieur Olivier JACOB, Préfet des Alpes-de-Haute-Provence ;
VU le code de l'environnement, notamment ses articles L 562-4-1, R562-10-1 et R562-10-2 ;
VU le code de l'urbanisme, notamment son article L 126-1 ;
VU le code de la construction et de l'habitation ;
VU le code des assurances, notamment les articles L125-1 et suivants ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2018-310-002 du 6 novembre 2018 portant approbation de la révision du Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) de la commune de Valensole ;
VU la décision n° F-093-19-P-0013 du 15 avril 2019 de l'Autorité environnementale ne soumettant pas la présente modification à évaluation environnementale ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2019-129-009 du 9 mai 2019 prescrivant la modification du Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) de la commune de Valensole ;

Considérant que la modification ne concerne que des adaptations mineurs ne portant pas atteinte à l'économie générale du PPRN de Valensole ;

Sur proposition du Directeur départemental des territoires,

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
AVENUE DEMONTZEY CS 10 211 – 04002 DIGNE LES BAINS CEDEX – Tél. : 04 92 30 50 00
Horaires d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 9h00 à 11h30 et de 14h15 à 16h15
Site internet : www.alpes-de-haute-provence.gouv.fr

ARRÊTE

ARTICLE 1er :

Est approuvé telle qu'annexé au présent arrêté la modification du plan de prévention des risques naturels prévisibles de la commune de Valensole.

ARTICLE 2 :

La modification concerne le seul risque « inondation » en zone B18 du PPRN susvisé.

ARTICLE 3 :

Le dossier comprend :

- une note explicative;
- la modification du règlement concernant les zones B18 du PPRN.

Le dossier est tenu à disposition du public durant les heures d'ouverture dans les locaux :

- de la mairie de Valensole ;
- de la communauté d'agglomération Durance Lubéron Verdon agglomération ;
- de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence ;
- de la direction départementale des territoires.

ARTICLE 4 :

La modification de règlement et une note explicative sont annexées au présent arrêté.

ARTICLE 5 :

Une copie du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le maire de la commune de Valensole ;
- Monsieur le Président de la communauté d'agglomération Durance Lubéron Verdon agglomération ;

ARTICLE 6 :

Une copie du présent arrêté sera affiché en mairie de Valensole et au siège de la communauté d'agglomération Durance Lubéron Verdon agglomération, pendant un mois à partir de la date de réception, de la notification du présent arrêté.
Mention du présent arrêté sera faite dans un journal d'annonces légales. Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence.

ARTICLE 7 :

Le Secrétaire général de la préfecture, le Directeur des services du cabinet de la préfecture, le Directeur départemental des territoires, le Président de la communauté d'agglomération Durance-Lubéron-Verdon et le Maire de la commune de Valensole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8 :

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux, auprès du Préfet des Alpes-de-Haute-Provence ;
- d'un recours hiérarchique, adressé au Ministre de la Transition Écologique et Solidaire, Direction Générale de la Prévention des Risques, Arche de la Défense, paroi Nord – 92055 LA DEFENSE CEDEX ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille (22-24, rue Breteuil 13281 Marseille Cedex 6).La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr .

Olivier JACOB

Règlement , annexe n°7.
vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n°2018-3-10-002 du 06/11/2018.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

commune de Valensole

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES
NATURELS PREVISIBLES

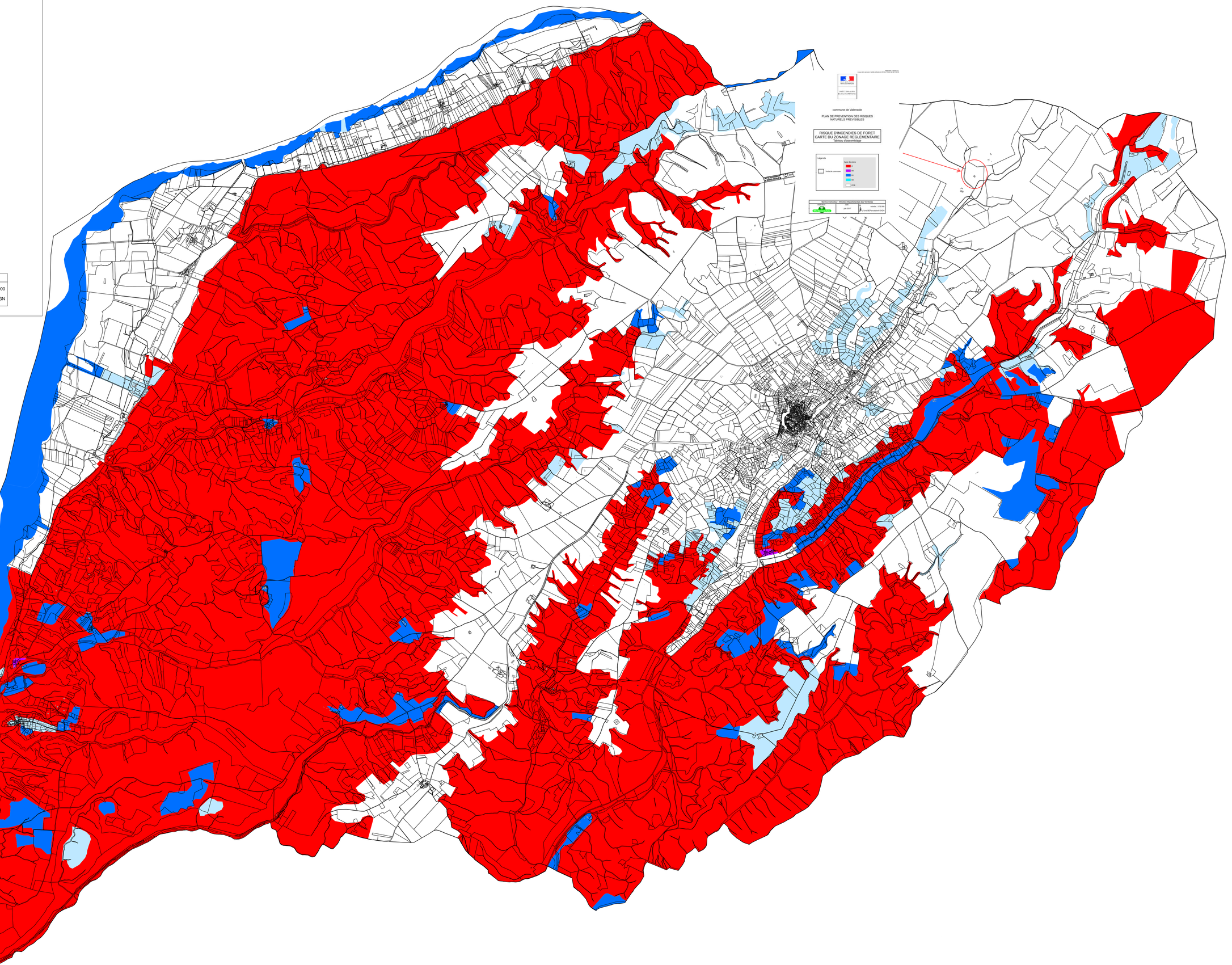
RISQUE D'INCENDIES DE FORET
CARTE DU ZONAGE REGLEMENTAIRE
Tableau d'assemblage

Légende

limite de commune

type de zone
- R
- B0
- B1
- B2
- PCR

Service instructeur : Direction Départementale des Territoires		
réalisation : Office National des Forêts	date : juin 2017	N échelle : 1/15 000 fond BDParcellaire® ©IGN



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

commune de Valensole

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES
NATURELS PREVISIBLES

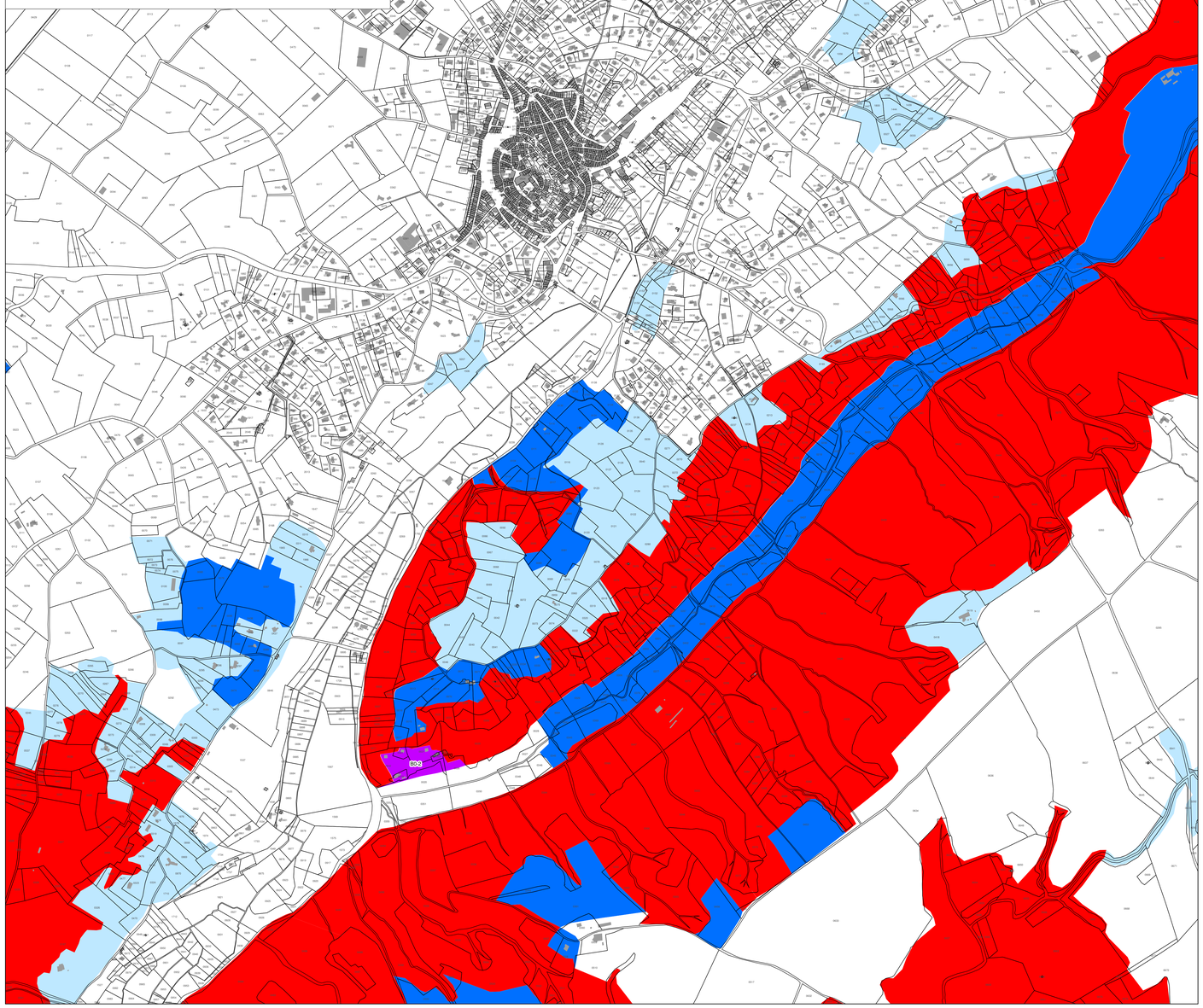
RISQUE D'INCENDIES DE FORET
CARTE DU ZONAGE REGLEMENTAIRE
Zones développées

Légende

limite de commune

type de zone
- R
- B0
- B1
- B2
- PCR

Service instructeur : Direction Départementale des Territoires		
réalisation : Office National des Forêts	date : juin 2017	N échelle : 1/5 000 fond BDParcellaire® ©IGN

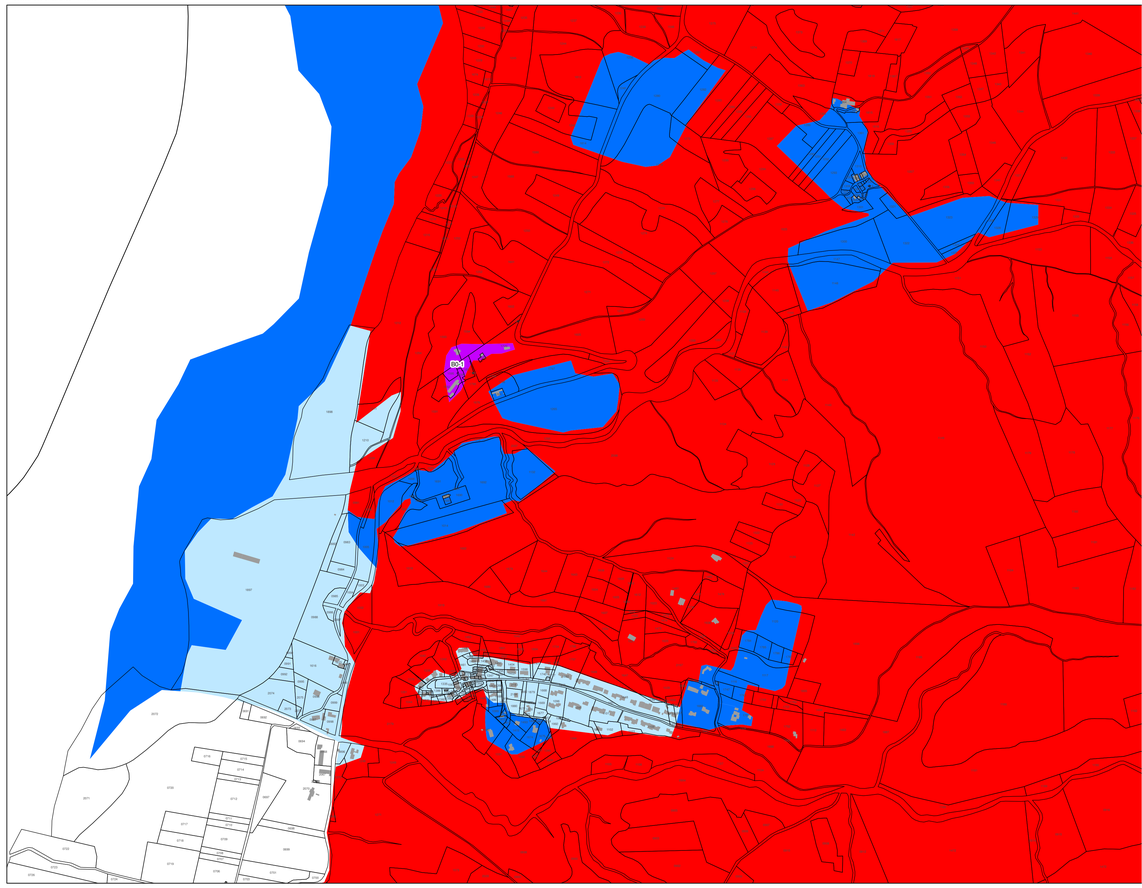


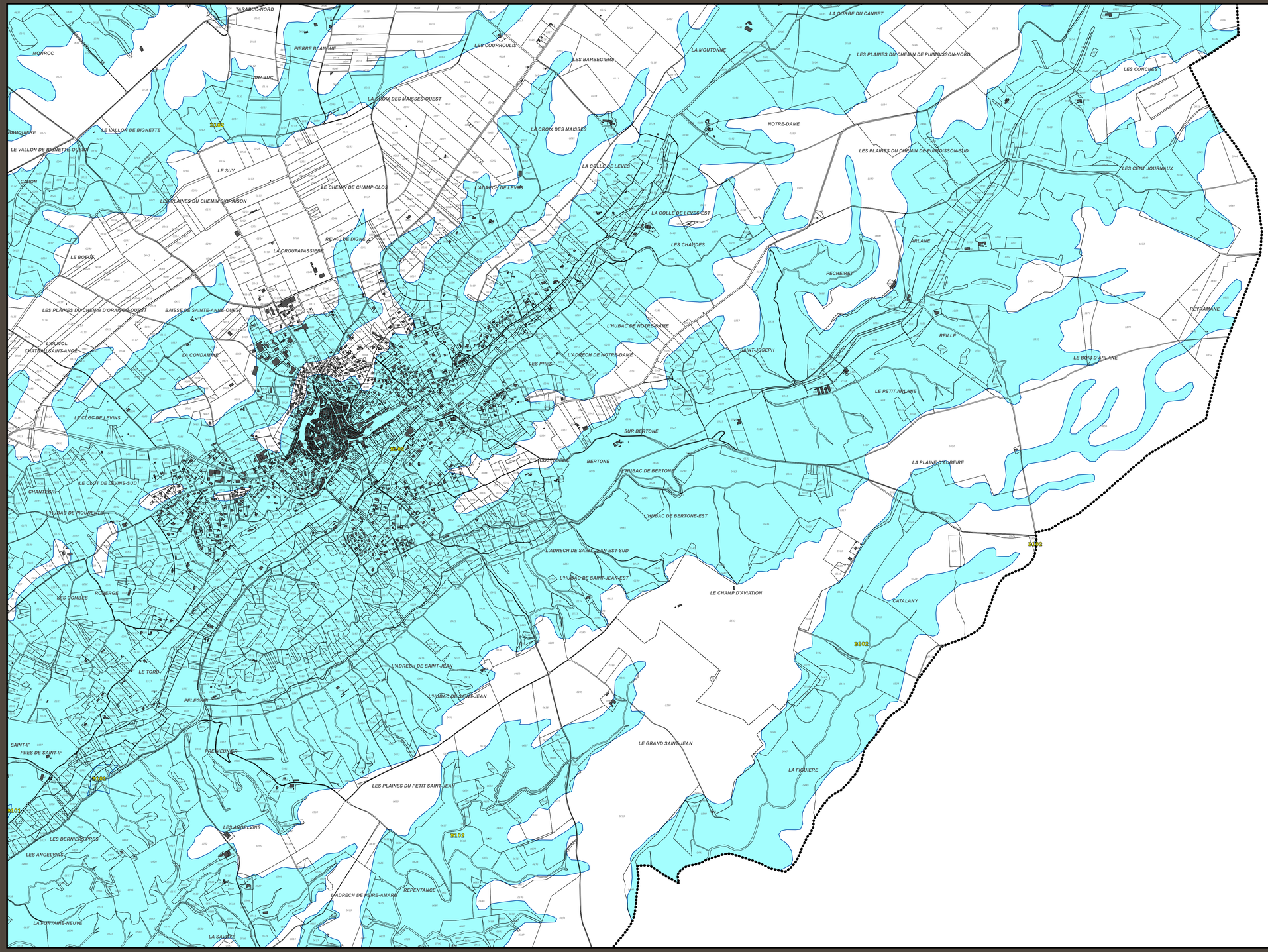
Secteur du village



Secteur du Pas d'Auquette - La Nouvelle Terre - La

Secteur des Chabrands - Villedieu





COMMUNE DE VALENSOLE

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Feuille 5

Zonage réglementaire

(Risques de retrait - gonflement des argiles)

Le PPRN de Valensole comporte également des plans de zonage relatifs aux risques de retrait-gonflement des argiles et d'incendie de forêt

Légende

Niveau de contraintes

Zones de contraintes moyennes ou faibles
(réglements B101 et B102)

Zones sans contrainte spécifique
Pour le risque de retrait - gonflement des argiles

N

Service instructeur :
Direction départementale des territoires

Bureau d'études :
Alp'Géorisques

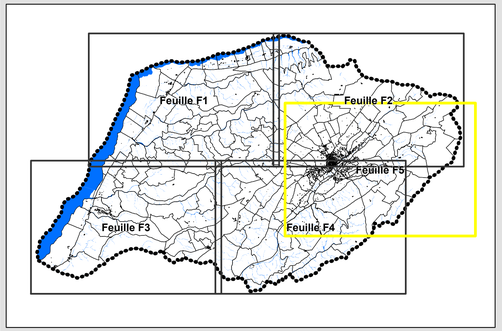
Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral
N° 2018-310-002
du 6 novembre 2018

Octobre 2018

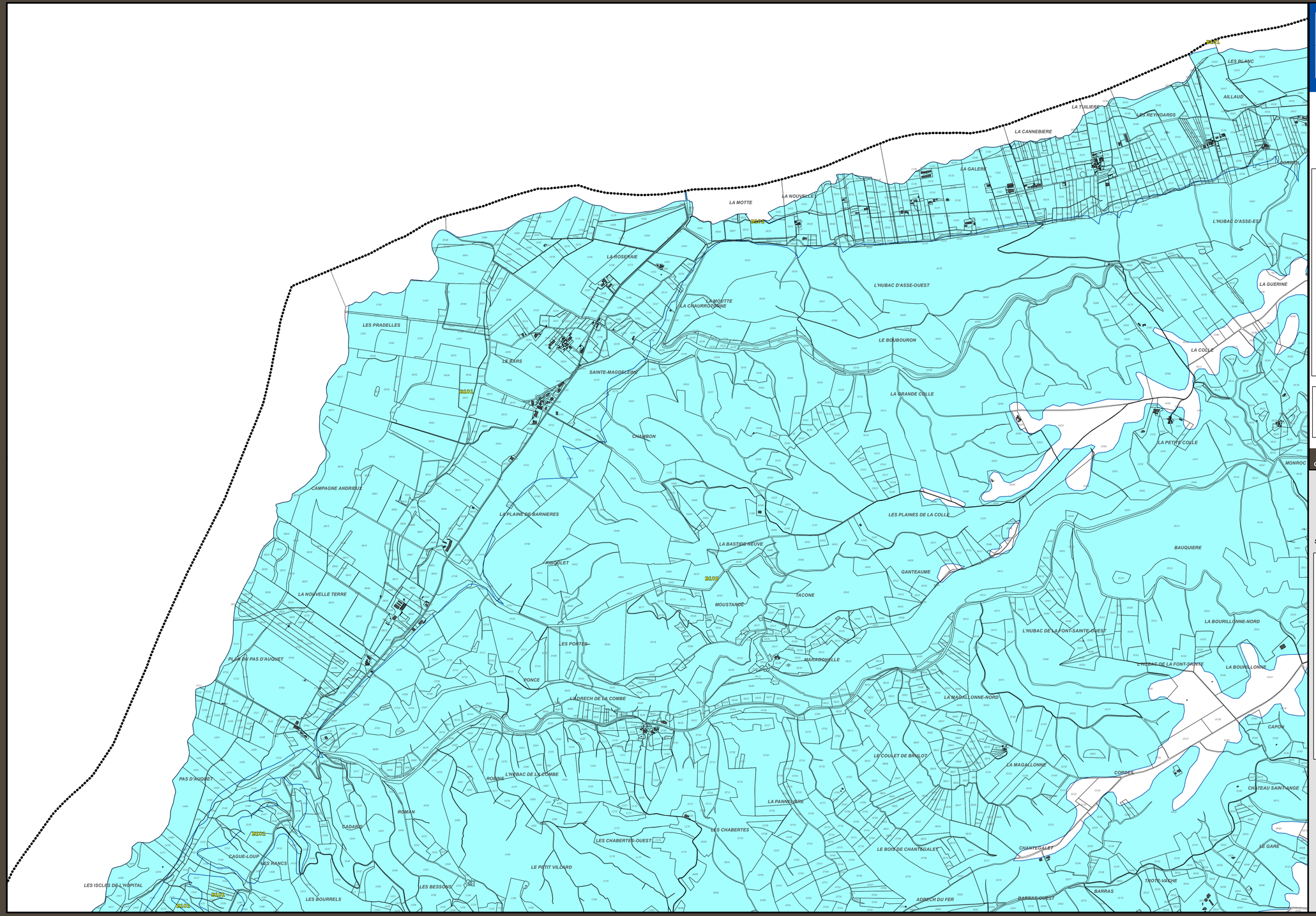
Echelle : 1/10 000

0 125 250 500 Mètres

Schéma d'assemblage :



Carte_zonage_atlas5000.mxd



COMMUNE DE VALENSOLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES

Feuille 1

Zonage réglementaire

(Risques de retrait - gonflement des argiles)

Le PPRN de Valensole comporte également des plans de zonage relatifs aux risques de retrait-gonflement des argiles et d'incendie de forêt

Légende

Niveau de contraintes

Zones de contraintes moyennes ou faibles
(réglements B101 et B102)

Zones sans contrainte spécifique
Pour le risque de retrait - gonflement des argiles

N

Service instructeur :
Direction départementale des territoires

Bureau d'études :
Alp'Géorisques

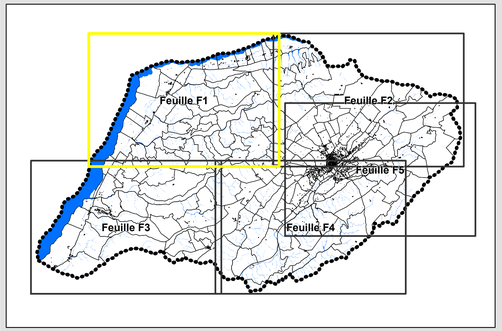
Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral
N° 2018-310-002
du 6 novembre 2018

Octobre 2018

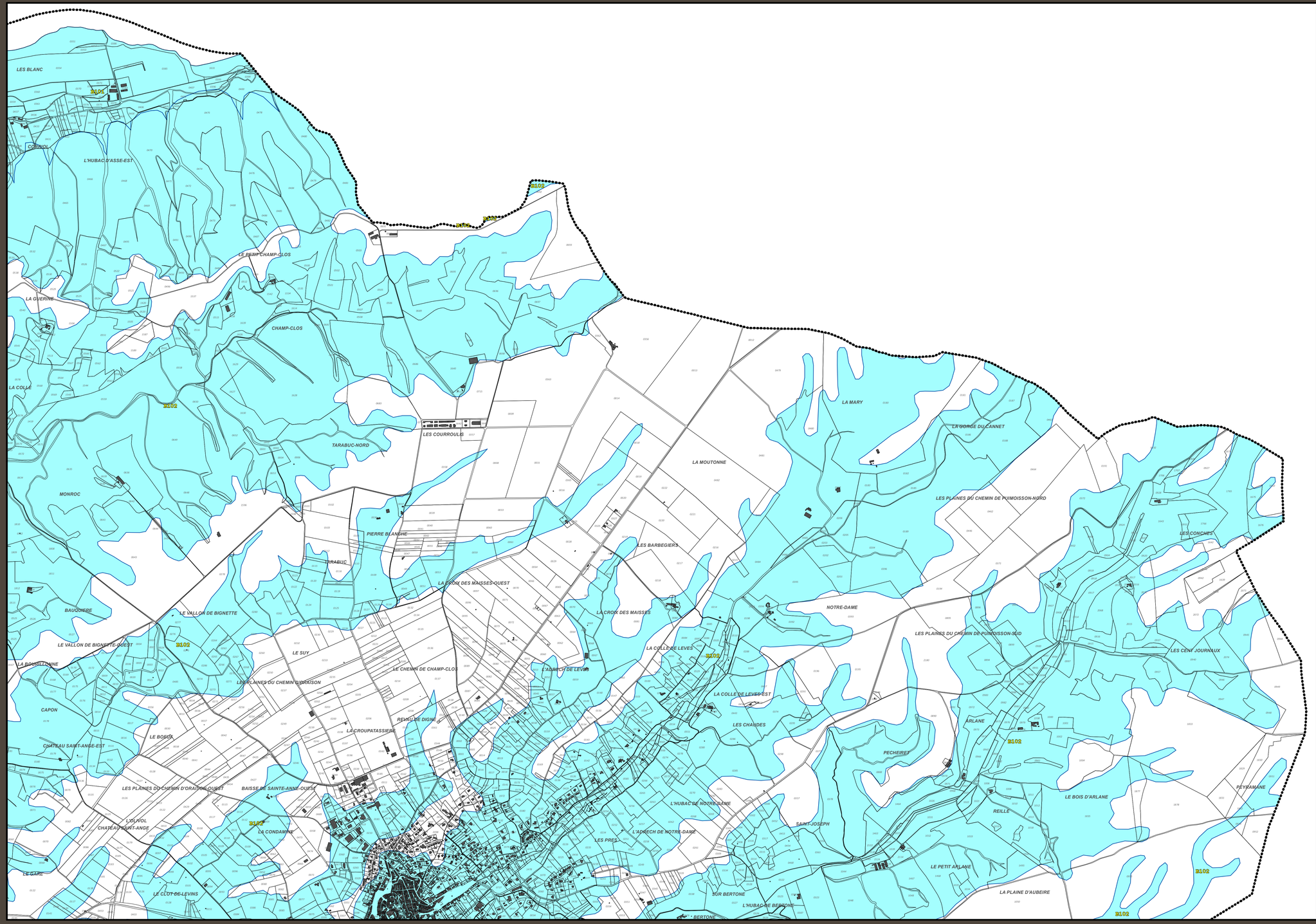
Echelle : 1/10 000

0 125 250 500 Mètres

Schéma d'assemblage :



Carte_zonage_atlas5000.mxd



COMMUNE DE VALENSOLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES

Feuille 2

Zonage réglementaire

(Risques de retrait - gonflement des argiles)

Le PPRN de Valensole comporte également des plans de zonage relatifs aux risques de retrait-gonflement des argiles et d'incendie de forêt

Légende

Niveau de contraintes

Zones de contraintes moyennes ou faibles
(réglements B101 et B102)

Zones sans contrainte spécifique
Pour le risque de retrait - gonflement des argiles

N

Service instructeur :
Direction départementale des territoires

Bureau d'études :
Alp'Géorisques

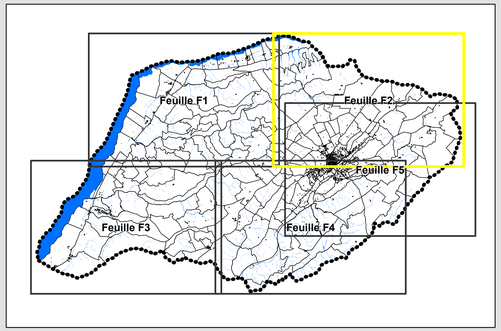
Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral
N° 2018-310-002
du 6 novembre 2018

Octobre 2018

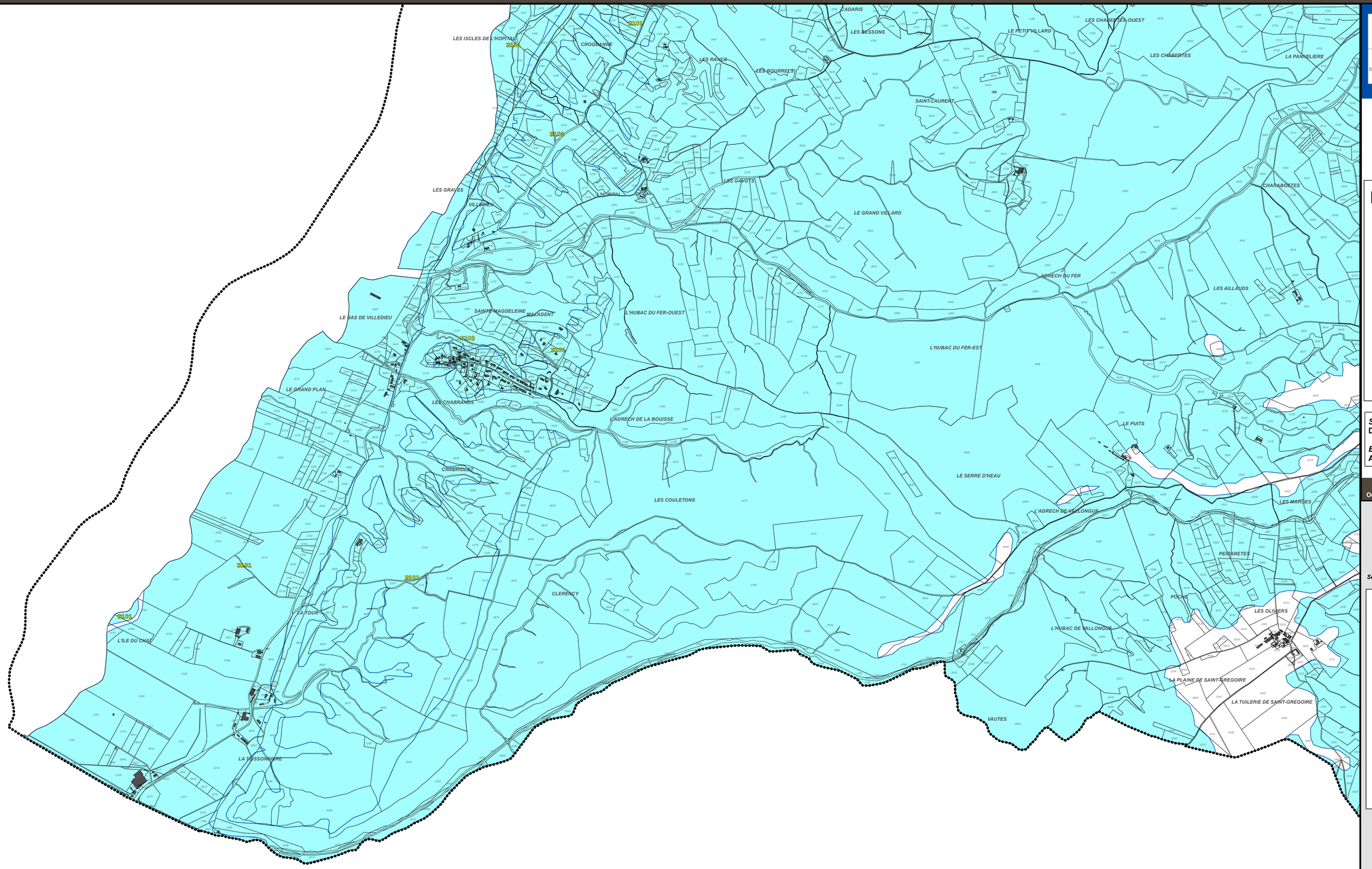
Echelle : 1/10 000

0 125 250 500 Mètres

Schéma d'assemblage :



Carte_zonage_atlas5000.mxd



COMMUNE DE VALENSOLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES

Feuille 3

Zonage réglementaire

(Risques de retrait - gonflement des argiles)

Le PPRN de Valensole comporte également des plans de zonage relatifs aux risques de retrait-gonflement des argiles et d'incendie de forêt

Légende

Niveau de contraintes

Zones de contraintes moyennes ou faibles
(réglements B101 et B102)

Zones sans contrainte spécifique
Pour le risque de retrait - gonflement des argiles

N

Service instructeur :
Direction départementale des territoires

Bureau d'études :
Alp'Géorisques

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral

N° 2018-310-002

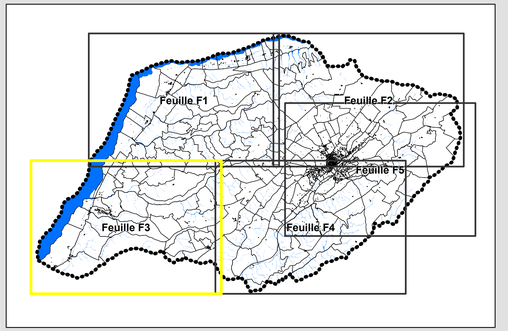
du 6 novembre 2018

Octobre 2018

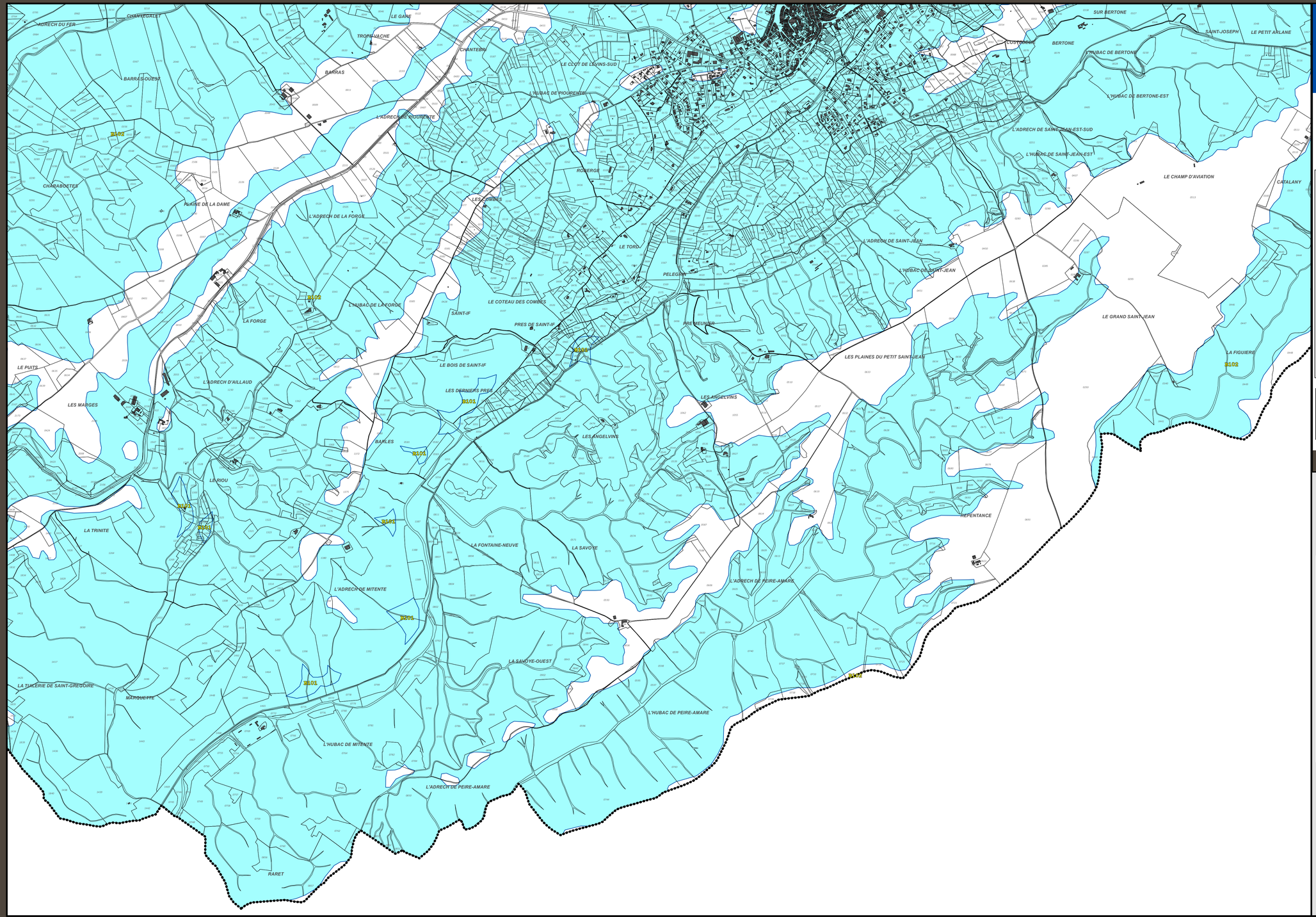
Echelle : 1/10 000

0 125 250 500 Mètres

Schéma d'assemblage :



Carte_zonage_atlas5000.mxd



COMMUNE DE VALENSOLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES

Feuille 4

Zonage réglementaire

(Risques de retrait - gonflement des argiles)

Le PPRN de Valensole comporte également des plans de zonage relatifs aux risques de retrait-gonflement des argiles et d'incendie de forêt

Légende

Niveau de contraintes

Zones de contraintes moyennes ou faibles
(réglements B101 et B102)

Zones sans contrainte spécifique
Pour le risque de retrait - gonflement des argiles

N

Service instructeur :
Direction départementale des territoires

Bureau d'études :
Alp'Géorisques

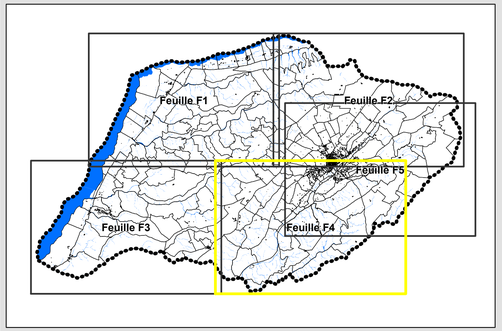
Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral
N° 2018-310-002
du 6 novembre 2018

Octobre 2018

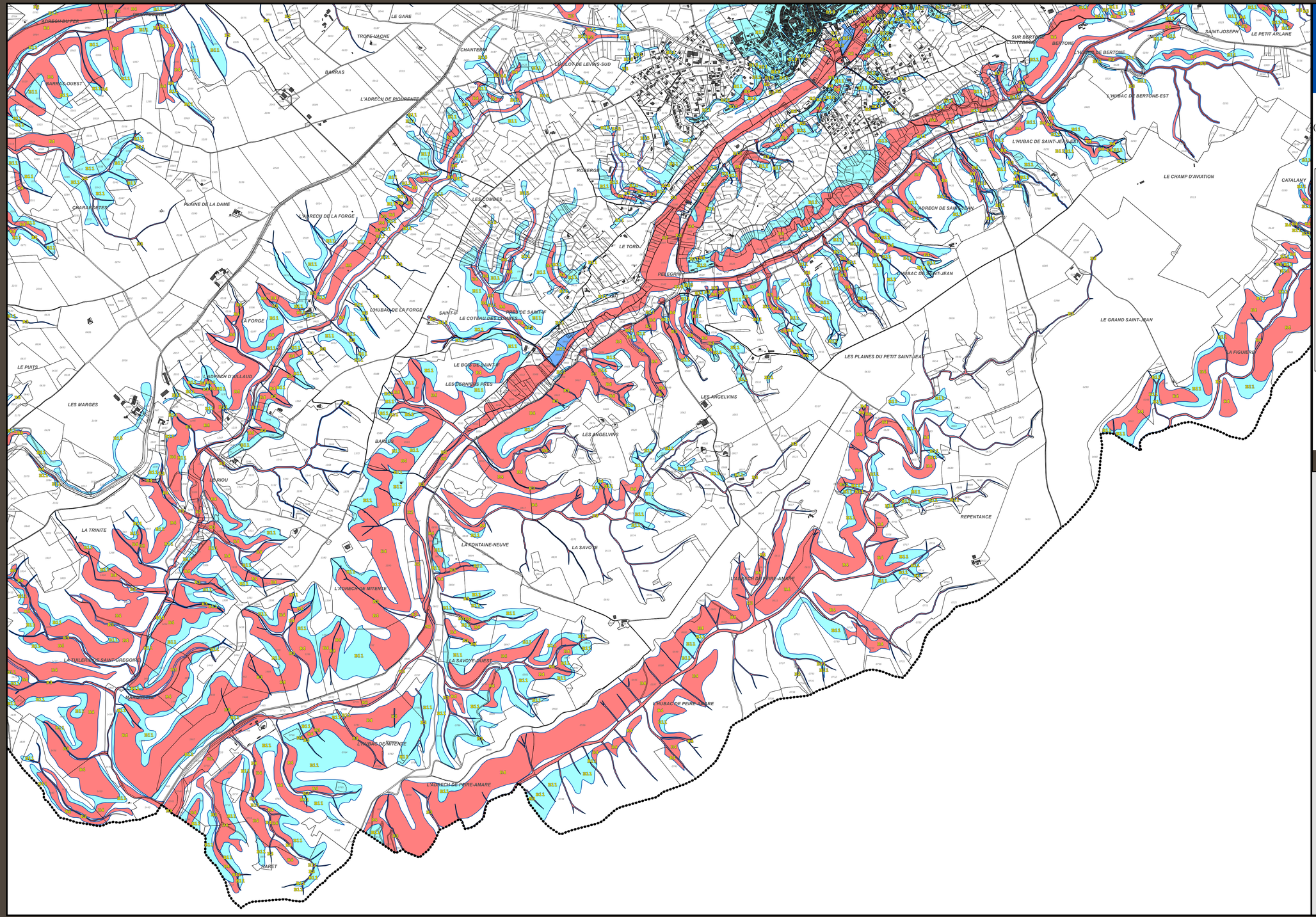
Echelle : 1/10 000

0 125 250 500 Mètres

Schéma d'assemblage :



Carte_zonage_atlas5000.mxd



COMMUNE DE VALENSOLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES

Zonage réglementaire

Feuille 4

(Risques de mouvements de terrain, d'inondation, de crue torrentielle et de ruissellement)

Le PPRN de Valensole comporte également des plans de zonage relatifs aux risques de retrait-gonflement des argiles et d'incendie de forêt

Légende :

Niveau de contraintes

- **Zones d'interdictions**
  (réglements R1 à R5 et R10)
- **Zones de contraintes moyennes ou faibles**
  (réglements B11 à B19)
- **Zones de contraintes fortes**
  (réglements B20 et B21)
- **Zones sans contrainte spécifique**
  Pour les risques de mouvements de terrain, d'inondation, de crue torrentielle et de ruissellement.

N

Service instructeur :
Direction départementale des territoires

Bureau d'études :
Alp'Géorisques

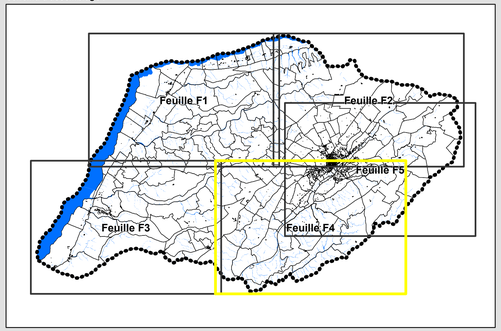
Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral
N° 2018-310-002
du 6 novembre 2018

Octobre 2018

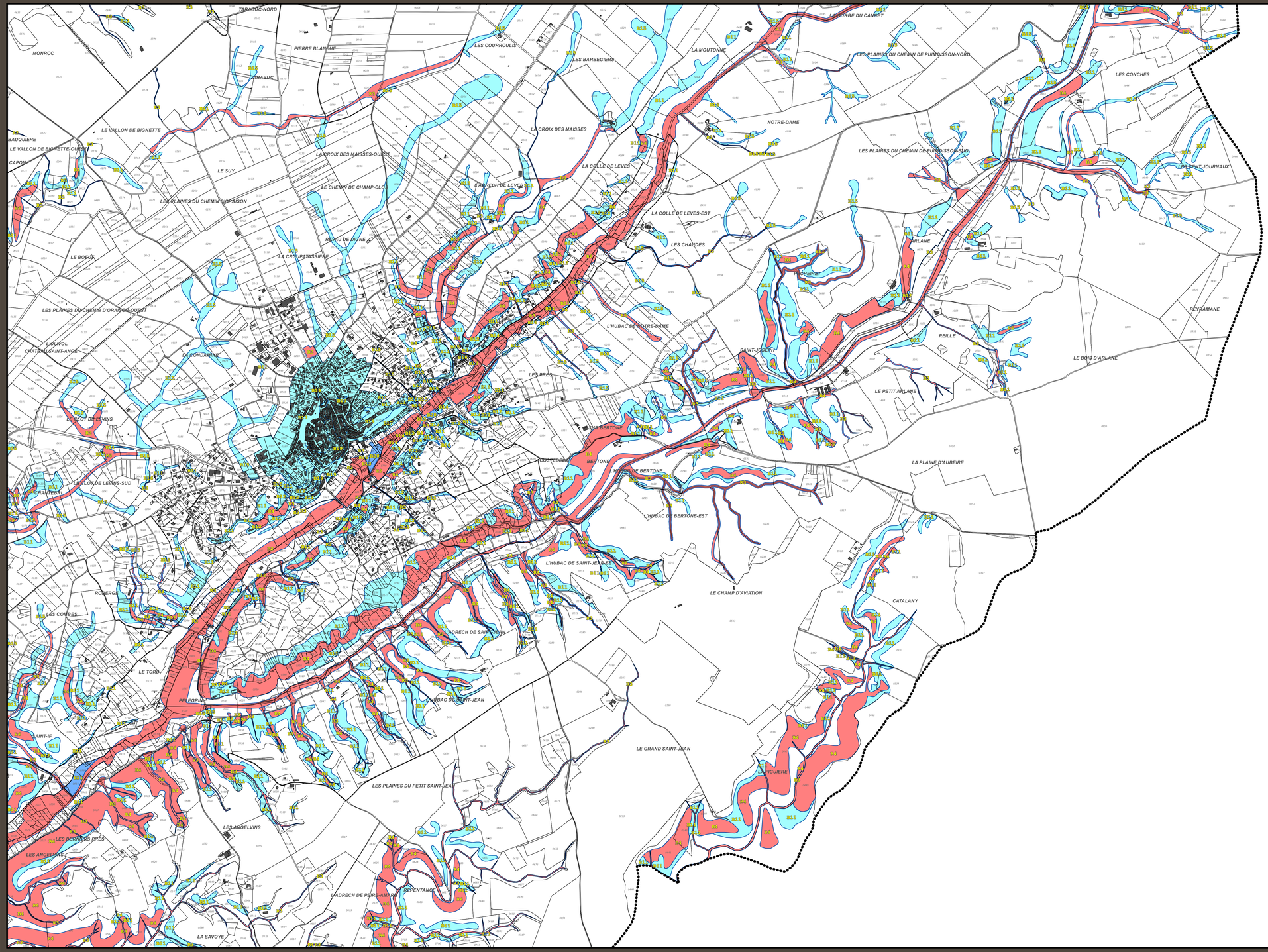
Echelle : 1/10 000

0 125 250 500 Mètres

Schéma d'assemblage :



Carte_zonage_atlas5000.mxd



COMMUNE DE VALENSOLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES

Zonage réglementaire

Feuille 5

(Risques de mouvements de terrain, d'inondation, de crue torrentielle et de ruissellement)

Le PPRN de Valensole comporte également des plans de zonage relatifs aux risques de retrait-gonflement des argiles et d'incendie de forêt

Légende :

Niveau de contraintes

- **Zones d'interdictions**
  (réglements R1 à R5 et R10)
- **Zones de contraintes moyennes ou faibles**
  (réglements B11 à B19)
- **Zones de contraintes fortes**
  (réglements B20 et B21)
- **Zones sans contrainte spécifique**
  Pour les risques de mouvements de terrain, d'inondation, de crue torrentielle et de ruissellement.

N

Service instructeur :
Direction départementale des territoires

Bureau d'études :
Alp'Géorisques

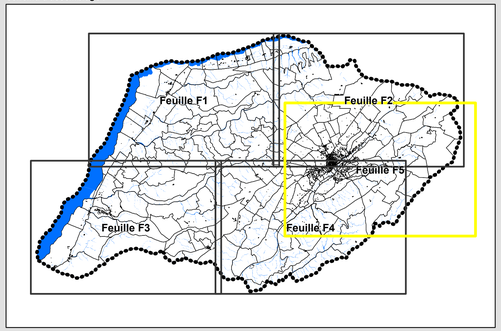
Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral
N° 2018-310-002
du 6 novembre 2018

Octobre 2018

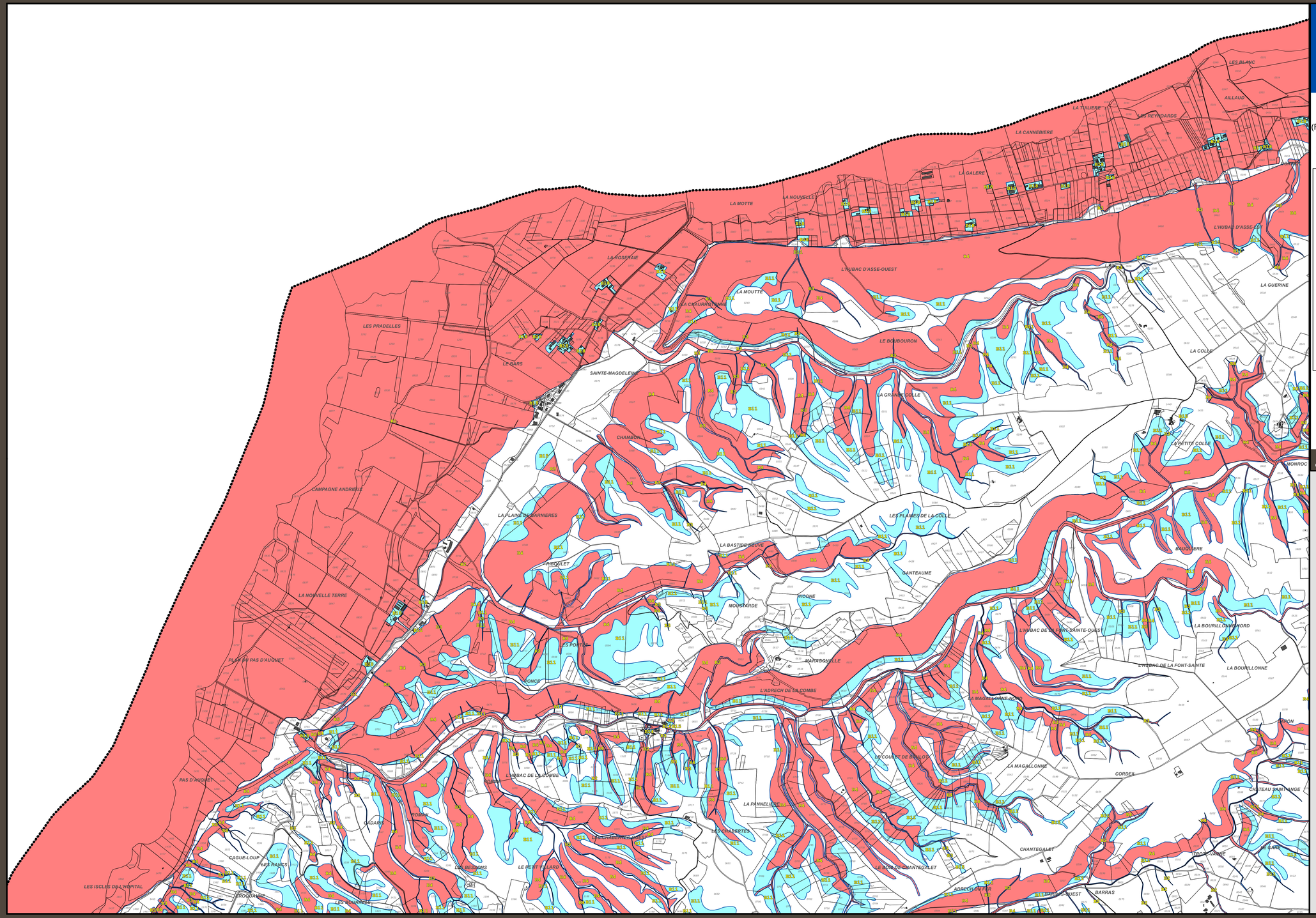
Echelle : 1/10 000

0 125 250 500 Mètres

Schéma d'assemblage :



Carte_zonage_atlas5000.mxd



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

COMMUNE DE VALENSOLE

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES

Zonage réglementaire

Feuille 1

(Risques de mouvements de terrain, d'inondation, de crue torrentielle et de ruissellement)

Le PPRN de Valensole comporte également des plans de zonage relatifs aux risques de retrait-gonflement des argiles et d'incendie de forêt

Légende :

Niveau de contraintes

- **Zones d'interdictions**
  (réglements R1 à R5 et R10)
- **Zones de contraintes moyennes ou faibles**
  (réglements B11 à B19)
- **Zones de contraintes fortes**
  (réglements B20 et B21)
- **Zones sans contrainte spécifique**
  Pour les risques de mouvements de terrain, d'inondation, de crue torrentielle et de ruissellement.

N

Service instructeur :
Direction départementale des territoires

Bureau d'études :
Alp'Géorisques

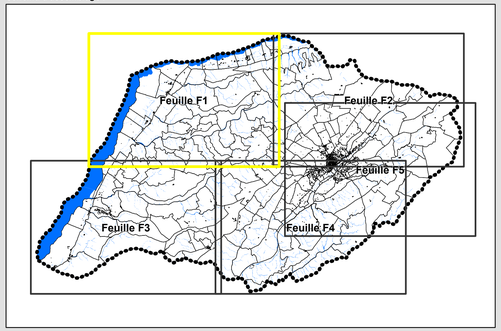
Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral
N° 2018-310-002
du 6 novembre 2018

Octobre 2018

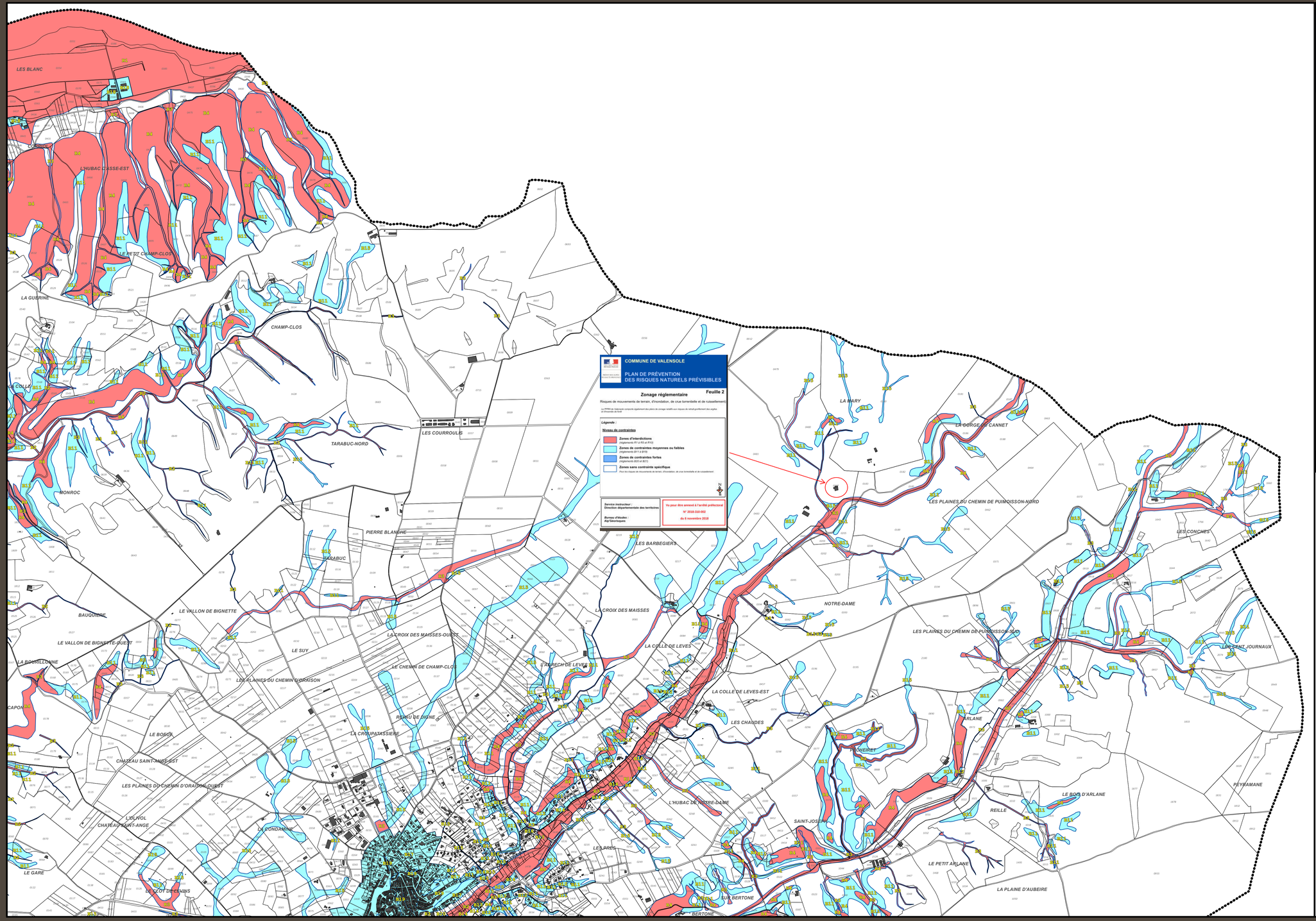
Echelle : 1/10 000

0 125 250 500 Mètres

Schéma d'assemblage :



Carte_zonage_atlas5000.mxd



COMMUNE DE VALENSOLE

PLAN DE PRÉVENTION
DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES

Feuille 2

Zonage réglementaire

Risques de mouvements de terrain, d'inondation, de crue torrentielle et de ruissellement)

Le PPRN de Valensole comporte également des plans de zonage relatifs aux risques de retrait-gonflement des argiles et d'incendie de forêt

Légende :

Niveau de contraintes

Zones d'interdictions
(réglements R1 à R5 et R10)

Zones de contraintes moyennes ou faibles
(réglements B11 à B19)

Zones de contraintes fortes
(réglements B20 et B21)

Zones sans contrainte spécifique
Pour les risques de mouvements de terrain, d'inondation, de crue torrentielle et de ruissellement.

Service instructeur :
Direction départementale des territoires

Bureau d'études :
Alp'Géorisques

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral
N° 2018-310-002
du 6 novembre 2018

COMMUNE DE VALENSOLE

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Zonage réglementaire

Feuille 2

(Risques de mouvements de terrain, d'inondation, de crue torrentielle et de ruissellement)

Le PPRN de Valensole comporte également des plans de zonage relatifs aux risques de retrait-gonflement des argiles et d'incendie de forêt

Légende :

Niveau de contraintes

- **Zones d'interdictions**
  (réglements R1 à R5 et R10)
- **Zones de contraintes moyennes ou faibles**
  (réglements B11 à B19)
- **Zones de contraintes fortes**
  (réglements B20 et B21)
- **Zones sans contrainte spécifique**
  Pour les risques de mouvements de terrain, d'inondation, de crue torrentielle et de ruissellement.

N

Service instructeur :
Direction départementale des territoires

Bureau d'études :
Alp'Géorisques

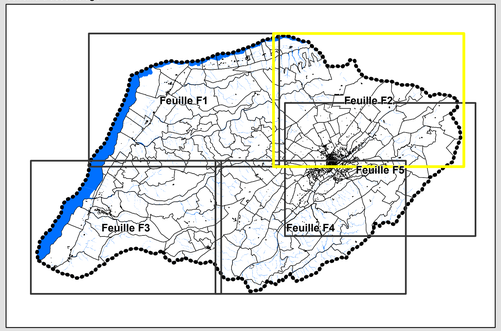
Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral
N° 2018-310-002
du 6 novembre 2018

Octobre 2018

Echelle : 1/10 000

0 125 250 500 Mètres

Schéma d'assemblage :



COMMUNE DE VALENSOLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES

Zonage réglementaire

Feuille 3

(Risques de mouvements de terrain, d'inondation, de crue torrentielle et de ruissellement)

Le PPRN de Valensole comporte également des plans de zonage relatifs aux risques de retrait-gonflement des argiles et d'incendie de forêt

Légende :

Niveau de contraintes

- **Zones d'interdictions**
  (réglements R1 à R5 et R10)
- **Zones de contraintes moyennes ou faibles**
  (réglements B11 à B19)
- **Zones de contraintes fortes**
  (réglements B20 et B21)
- **Zones sans contrainte spécifique**
  Pour les risques de mouvements de terrain, d'inondation, de crue torrentielle et de ruissellement.

N

Service instructeur :
Direction départementale des territoires

Bureau d'études :
Alp'Géorisques

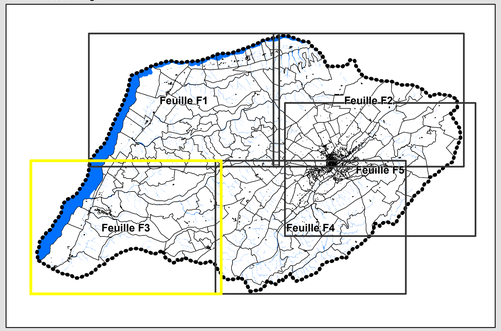
Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral
N° 2018-310-002
du 6 novembre 2018

Octobre 2018

Echelle : 1/10 000

0 125 250 500 Mètres

Schéma d'assemblage :



Carte_zonage_atlas5000.mxd

Alp'Géorisques - 2018

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Plan de prévention des risques naturels prévisibles

Commune de VALENSOLE

RÈGLEMENT

modification n°1

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral
n°2019-254-003
du 11 septembre 2019

PPRN

Service instructeur	*DDT des Alpes-de-Haute-Provence / Service Environnement-Risques / Pôle Risques*		
Référence		Version	4 Mod.1
Date	01/09/19	**Édition du**	26/08/2019

Alp'Géorisques Z.I. – 52 rue du Moirond - 38420 DOMENE - FRANCE
Tél. 04-76-77-92-00 Fax : 04-76-77-55-90
Courriel : contact@alpgeorisques.com
sarl au capital de 18 300 € - Siret : 380 934 216 00025 - Code A.P.E. 7112B

TABLE DES MATIÈRES

TITRE I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES **1**
Chapitre 1. Champ d'application **1**
Chapitre 2. Effets du PPRN **2**
Article 1. Exécution des mesures de prévention **2**
Article 2. Effets sur l'assurance des biens et activités **3**
2.2.1. Constructions nouvelles 5
2.2.2. Constructions existantes 5
Article 3. Infractions **5**
Article 4. Cohérence entre PPRN et PLU (ou POS) **6**
TITRE II. DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES **9**
Chapitre 1. Nature des mesures réglementaires **9**
Article 1. Mesures individuelles **11**
Article 2. Mesures d'ensemble **11**
Chapitre 2. Cas particulier du risque sismique **11**
Article 1. Réglementation applicable **11**
Article 2. Constructions dites « à risque normal » **13**
Article 3. Constructions dites « à risque spécial » **14**
Chapitre 3. Le plan de zonage réglementaire **14**
Chapitre 4. Les règlements applicables **16**
Article 1. Considérations sur la réglementation **16**
4.1.1. Hauteur par rapport au terrain naturel : 16
4.1.2. Façades exposées 17
Article 2. Les règlements applicables **18**
Règlements R1, R2, R3, R4, R5 20
Règlement R10 23
Règlement B11 24
Règlement B12 27
Règlement B13 30
Règlement B14 33
Règlement B15 36
Règlement B16 39
Règlement B17 42
Règlement B18 45
Règlement B19 48
Règlement B20 52
Règlement B21 54
Règlement B101 56

Règlement B102 59
TITRE III. MESURE DE PRÉVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE 62
Chapitre 1. Mesures de prévention 62
Chapitre 2. Mesures de protection 62
Chapitre 3. Mesures de sauvegarde 63
Annexe I – Lexique 65
Annexe II – Textes réglementaires et documents de références 66
Annexe III – Classification des missions géotechniques 69

Plan de prévention des risques naturels prévisibles

Commune de Valensole

Règlement relatif aux mouvements de terrain aux inondations, aux crues torrentielles et au ruissellement

Titre I. Dispositions générales

Chapitre 1. Champ d'application

Le présent règlement s'applique à l'ensemble du périmètre d'application du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles de Valensole.

L'article L.562-1 du Code de l'environnement définit les objectifs des plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN).

> ***Art. L562-1***
>
> *Modifié par la loi 2010-788 du 12 juillet 2010 (art. 221 et 222)*
>
> *« I. – L'État élabore et met en application des plans de prévention des risques naturels prévisibles tels que les inondations, les mouvements de terrain, les avalanches, les incendies de forêt, les séismes, les éruptions volcaniques, les tempêtes ou les cyclones.*
>
> *II. – Ces plans ont pour objet, en tant que de besoin :*
>
> *1° – De délimiter les zones exposées aux risques, en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru, d'y interdire tout type de construction, d'ouvrage, d'aménagement ou d'exploitation agricole, forestière, artisanale, commerciale ou industrielle, notamment afin de ne pas aggraver le risque pour les vies humaines ou, dans le cas où des constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles, pourraient y être autorisés, prescrire les conditions dans lesquelles ils doivent être réalisés, utilisés ou exploités ;*
>
> *2° – De délimiter les zones qui ne sont pas directement exposées aux risques mais où des constructions, des ouvrages, des aménagements ou des exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux et y prévoir des mesures d'interdiction ou des prescriptions telles que prévues au 1° ;*
>
> *3° – De définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises, dans les zones mentionnées au 1° et au 2°, par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;*
>
> *4° – De définir, dans les zones mentionnées au 1° et au 2°, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date de l'approbation du plan qui*

doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.

III. – La réalisation des mesures prévues aux 3° et 4° du II peut être rendue obligatoire en fonction de la nature et de l'intensité du risque dans un délai de cinq ans, pouvant être réduit en cas d'urgence. À défaut de mise en conformité dans le délai prescrit, le préfet peut, après mise en demeure non suivie d'effet, ordonner la réalisation de ces mesures aux frais du propriétaire, de l'exploitant ou de l'utilisateur.

IV. – Les mesures de prévention prévues aux 3° et 4° du II, concernant les terrains boisés, lorsqu'elles imposent des règles de gestion et d'exploitation forestière ou la réalisation de travaux de prévention concernant les espaces boisés mis à la charge des propriétaires et exploitants forestiers, publics ou privés, sont prises conformément aux dispositions du titre II du livre III et du livre IV du code forestier.

V. – Les travaux de prévention imposés en application du 4° du II à des biens construits ou aménagés conformément aux dispositions du code de l'urbanisme avant l'approbation du plan et mis à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs ne peuvent porter que sur des aménagements limités.

VI. – Les plans de prévention des risques d'inondation sont compatibles ou rendus compatibles avec les dispositions du plan de gestion des risques d'inondation défini à l'article L. 566-7.

VII. – Des décrets en Conseil d'État définissent en tant que de besoin les modalités de qualification des aléas et des risques, les règles générales d'interdiction, de limitation et d'encadrement des constructions, de prescription de travaux de réduction de la vulnérabilité, ainsi que d'information des populations, dans les zones exposées aux risques définies par les plans de prévention des risques naturels prévisibles. »

Les projets de décret sont soumis pour avis au conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

Il est rappelé qu'à défaut de mise en conformité dans le délai prescrit, le représentant de l'État dans le département peut, après mise en demeure non suivie d'effet, ordonner la réalisation de ces mesures aux frais de l'exploitant ou de l'utilisateur (voir article L562-1, alinéa III ci-dessus).

Le présent règlement s'applique sous réserve des dispositions réglementaires édictées par ailleurs.

Chapitre 2. Effets du PPRN

En application des articles L.562-1 à 562-7 du code de l'Environnement, le présent règlement fixe les dispositions applicables aux biens et activités existants ainsi qu'à l'implantation de toutes constructions ou installations nouvelles, à l'exécution de tous travaux et à l'exercice de toutes activités, sans préjudice de l'application des autres législations ou réglementations en vigueur (règlement d'urbanisme et règlement de constructions).

Les services chargés de l'urbanisme et de l'application du droit des sols gèrent les mesures qui entrent dans le champ du code de l'urbanisme. Les maîtres d'ouvrage, en s'engageant à respecter les règles de construction lors du dépôt d'un permis de construire, et les professionnels chargés de réaliser les projets, sont responsables des études ou dispositions qui relèvent du code de la construction, en application de son article R.126-1.

Article 1. Exécution des mesures de prévention

La loi permet d'imposer tous types de prescriptions s'appliquant aux constructions, aux ouvrages,

aux aménagements ainsi qu'aux exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles.

La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention prises pour l'application du présent règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage ou du propriétaire du bien et du maître d'œuvre concerné par les constructions, travaux et installations visés. Ceux-ci sont également tenus d'assurer les opérations de gestion et d'entretien nécessaires pour maintenir la pleine efficacité de ces mesures.

L'article R562-5 du Code de l'environnement précise les mesures applicables aux constructions, ouvrages et espaces agricoles existant à la date d'approbation du PPRN.

Article 2. Effets sur l'assurance des biens et activités

Le Code des assurances (articles L125-1 et suivants) prévoit l'obligation d'étendre les garanties proposées par les entreprises d'assurances aux biens et activités exposés aux effets des catastrophes naturelles (obligation créée par la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles).

> ***Article L125-1***
>
> *Les contrats d'assurance, souscrits par toute personne physique ou morale autre que l'État et garantissant les dommages d'incendie ou tous autres dommages à des biens situés en France, ainsi que les dommages aux corps de véhicules terrestres à moteur, ouvrent droit à la garantie de l'assuré contre les effets des catastrophes naturelles, dont ceux des affaissements de terrain dus à des cavités souterraines et à des marnières sur les biens faisant l'objet de tels contrats.*
>
> *En outre, si l'assuré est couvert contre les pertes d'exploitation, cette garantie est étendue aux effets des catastrophes naturelles, dans les conditions prévues au contrat correspondant.*
>
> *Sont considérés comme les effets des catastrophes naturelles, au sens du présent chapitre, les dommages matériels directs non assurables ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises.*
>
> *L'état de catastrophe naturelle est constaté par arrêté interministériel qui détermine les zones et les périodes où s'est située la catastrophe ainsi que la nature des dommages résultant de celle-ci couverts par la garantie visée au premier alinéa du présent article. Cet arrêté précise, pour chaque commune ayant demandé la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, la décision des ministres. Cette décision est ensuite notifiée à chaque commune concernée par le représentant de l'État dans le département, assortie d'une motivation. L'arrêté doit être publié au Journal officiel dans un délai de trois mois à compter du dépôt des demandes à la préfecture. De manière exceptionnelle, si la durée des enquêtes diligentées par le représentant de l'État dans le département est supérieure à deux mois, l'arrêté est publié au plus tard deux mois après la réception du dossier par le ministre chargé de la sécurité civile.*
>
> *Aucune demande communale de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ne peut donner lieu à une décision favorable de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle par arrêté interministériel lorsqu'elle intervient dix-huit mois après le début de l'événement naturel qui y donne naissance. Ce délai s'applique aux événements naturels ayant débuté après le 1er janvier 2007. Pour les événements naturels survenus avant le 1er janvier 2007, les demandes communales de reconnaissance de*

l'état de catastrophe naturelle doivent être déposées à la préfecture dont dépend la commune avant le 30 juin 2008.

Les cavités souterraines considérées peuvent être naturelles ou d'origine humaine. Dans ce dernier cas, sont exclus de l'application du présent chapitre les dommages résultant de l'exploitation passée ou en cours d'une mine.

L'article L125-6 du Code des assurances précise les modalités d'assurance des biens situés dans des zones couvertes par un PPRN.

Article L125-6

Dans les terrains classés inconstructibles par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé dans les conditions fixées par les dispositions du chapitre II du titre VI du livre V du code de l'environnement, l'obligation prévue au premier alinéa de l'article L. 125-2 ne s'impose pas aux entreprises d'assurance à l'égard des biens et activités mentionnés à l'article L. 125-1, à l'exception, toutefois, des biens et des activités existant antérieurement à la publication de ce plan.

Cette obligation ne s'impose pas non plus aux entreprises d'assurance à l'égard des biens immobiliers construits et des activités exercées en violation des règles administratives en vigueur lors de leur mise en place et tendant à prévenir les dommages causés par une catastrophe naturelle.

Les entreprises d'assurance ne peuvent toutefois se soustraire à cette obligation que lors de la conclusion initiale ou du renouvellement du contrat.

À l'égard des biens et activités situés sur des terrains couverts par un plan de prévention des risques, les entreprises d'assurance peuvent exceptionnellement déroger aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 125-2 sur décision d'un bureau central de tarification, dont les conditions de constitution et les règles de fonctionnement sont fixées par décret en Conseil d'État, lorsque le propriétaire ou l'exploitant ne se sera pas conformé dans un délai de cinq ans aux mesures visées au 4° du II de l'article L. 562-1 du code de l'environnement.

Le bureau central de tarification fixe des abattements spéciaux dont les montants maxima sont déterminés par arrêté, par catégorie de contrat.

Lorsqu'un assuré s'est vu refuser par une entreprise d'assurance l'application des dispositions du présent chapitre, il peut saisir le bureau central de tarification, qui impose à l'entreprise d'assurance concernée de le garantir contre les effets des catastrophes naturelles. Lorsque le risque présente une importance ou des caractéristiques particulières, le bureau central de tarification peut demander à l'assuré de lui présenter, dans les mêmes conditions, un ou plusieurs autres assureurs afin de répartir le risque entre eux.

Toute entreprise d'assurance ayant maintenu son refus de garantir un assuré dans les conditions fixées par le bureau central de tarification est considérée comme ne fonctionnant plus conformément à la réglementation en vigueur et encourt le retrait de l'agrément administratif prévu aux articles L. 321-1 ou L. 321-7 à L. 321-9.

Est nulle toute clause des traités de réassurance tendant à exclure le risque de catastrophe naturelle de la garantie de réassurance en raison des conditions d'assurance fixées par le bureau central de tarification.

Le préfet ou le président de la caisse centrale de réassurance peuvent saisir le bureau central de tarification lorsque les conditions dans lesquelles un bien ou une activité bénéficie de la garantie prévue de l'article L. 125-1 leur paraissent injustifiées eu égard

au comportement de l'assuré ou à l'absence de toute mesure de précaution de nature à réduire la vulnérabilité de ce bien ou de cette activité. Le bureau central de tarification fixe des abattements spéciaux dans les conditions prévues au cinquième alinéa.

En cas de non-respect de certaines dispositions du PPRN, la possibilité pour les entreprises d'assurances de déroger à certaines règles d'indemnisation des catastrophes naturelles est donc ouverte par la loi.

2.2.1. Constructions nouvelles

L'assureur n'a pas l'obligation d'assurer les nouvelles constructions bâties sur une zone déclarée inconstructible par le PPRN. Si le propriétaire fait construire sa maison dans une zone réglementée, il doit tenir compte des mesures prévues par le PPRN pour bénéficier de l'obligation d'assurance.

2.2.2. Constructions existantes

L'obligation d'assurance s'applique aux constructions existantes quelle que soit la zone réglementée mais le propriétaire doit se mettre en conformité avec la réglementation dans un délai de 5 ans. Ce délai peut être plus court en cas d'urgence. À défaut il n'y a plus d'obligation d'assurance. L'assureur ne peut opposer son refus que lors du renouvellement du contrat ou lors de la souscription d'un nouveau contrat. Cinq ans après l'approbation du PPRN, si le propriétaire n'a pas respecté les prescriptions de ce dernier, l'assureur peut demander au bureau central de la tarification (*BCT*) de fixer les conditions d'assurance.

Le montant de la franchise de base peut être majoré jusqu'à 25 fois (articles A250-1 et R250-3 du Code des assurances). Selon le risque assuré, un bien mentionné au contrat peut éventuellement être exclu. Le préfet et le président de la caisse centrale de réassurance (*CCR*) peuvent également saisir le *BCT* s'ils estiment que les conditions dans lesquelles le propriétaire est assuré sont injustifiées eu égard à son comportement ou à l'absence de toute mesure de précaution. Si le propriétaire ne trouve pas d'assureur, il peut également saisir le *BCT*.

Mesures de prévention prescrites par le PPRN	Obligations de garantie
Réalisées dans les 5 ans	OUI
Non réalisées dans les 5 ans	NON

Tableau 1 : Obligations de garantie des assureurs.

Article 3. Infractions

Le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (*PPRN*) ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par ce plan est puni des peines prévues à l'article L480-4 du code de l'urbanisme (voir ci-dessous).

Article L480-4

Le fait d'exécuter des travaux mentionnés aux articles L.421-1 à L.421-5 en méconnaissance des obligations imposées par les titres Ier à VII du présent livre et les règlements pris pour leur application ou en méconnaissance des prescriptions

imposées par un permis de construire, de démolir ou d'aménager ou par la décision prise sur une déclaration préalable est puni d'une amende comprise entre 1 200 euros et un montant qui ne peut excéder, soit, dans le cas de construction d'une surface de plancher, une somme égale à 6000 euros par mètre carré de surface construite, démolie ou rendue inutilisable au sens de l'article L.430-2, soit, dans les autres cas, un montant de 300 000 euros. En cas de récidive, outre la peine d'amende ainsi définie un emprisonnement de six mois pourra être prononcé.

Les peines prévues à l'alinéa précédent peuvent être prononcées contre les utilisateurs du sol, les bénéficiaires des travaux, les architectes, les entrepreneurs ou autres personnes responsables de l'exécution desdits travaux.

Ces peines sont également applicables :

1. En cas d'inexécution, dans les délais prescrits, de tous travaux d'aménagement ou de démolition imposés par les autorisations visées au premier alinéa ;

2. En cas d'inobservation, par les bénéficiaires d'autorisations accordées pour une durée limitée ou à titre précaire, des délais impartis pour le rétablissement des lieux dans leur état antérieur ou la réaffectation du sol à son ancien usage.

En cas de méconnaissance des obligations imposées par l'article L. 451-3, le tribunal ordonne en outre, en cas de perte ou de destruction de la plaque commémorative au cours des travaux, à la charge du maître d'ouvrage, la gravure et l'installation d'une nouvelle plaque apposée dans les conditions du deuxième alinéa dudit article.

Toute association telle que définie à l'article 2-4 du code de procédure pénale peut exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les faits constituant une infraction à l'article L. 451-3 et portant un préjudice direct ou indirect aux intérêts collectifs qu'elle a pour objet de défendre.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux infractions relatives à l'affichage des permis ou des déclarations préalables

En application de l'article L562-5 du code de l'Environnement, les infractions aux dispositions du PPRN sont constatées par des fonctionnaires ou agents assermentés, de l'État ou des collectivités publiques habilitées.

Article 4. Cohérence entre PPRN et PLU (ou POS)

Le PPRN approuvé par arrêté préfectoral, après enquête publique, constitue une servitude d'utilité publique (article L562-4 du code de l'environnement). Les collectivités publiques ont l'obligation, dès lors que le PPRN vaut servitude d'utilité publique, de l'annexer au PLU (ou au POS).

Lorsque le PPRN est institué après approbation du PLU (ou du POS), il est versé dans les annexes par un arrêté de mise à jour pris par le maire dans un délai de trois mois suivant la date de son institution (articles L562-4 du code de l'environnement et L153-60 du code de l'urbanisme). À défaut, le préfet se substitue au maire.

Les servitudes qui ne sont pas annexées dans le délai d'un an suivant l'approbation du PLU ou suivant la date de leur institution deviennent inopposables aux demandes d'autorisation d'occupation du sol (L126-1 du code de l'urbanisme). Mais elles redeviennent opposables dès leur annexion et, même non annexées, continuent d'exister et de produire leurs effets juridiques sur les habitations qui les subissent. Une servitude non annexée dans le délai réglementaire doit donc être ignorée par l'autorité compétente en matière d'autorisation d'urbanisme. Toutefois, le bénéficiaire d'une autorisation d'urbanisme doit respecter les dispositions constructives prescrites dans le PPRN conformément aux dispositions de l'article L111-1 du code de la construction et de l'habitation.

La mise en conformité des documents d'urbanisme avec les dispositions du PPRN approuvé n'est, réglementairement, pas obligatoire, mais elle apparaît souhaitable pour rendre les règles de gestion du sol cohérentes, lorsque celles-ci sont divergentes dans les deux documents.

En cas de **dispositions contradictoires** entre PPRN et PLU, la disposition la plus restrictive de ces deux documents s'applique.

Titre II. Dispositions réglementaires

Le zonage réglementaire transcrit les études techniques (qui ont notamment conduit à l'élaboration de la carte des aléas) en termes d'interdictions, de prescriptions et de recommandations. Les modalités de cette transcription sont présentées dans la note de présentation du PPRN.

Le zonage réglementaire définit trois types de zones :

- des **zones figurées en rouge** où les constructions nouvelles à usage d'habitation sont interdites et où toute occupation des sols est strictement réglementée ;
- des **zones figurées en bleu**, où des aménagements ou des constructions pourront être autorisés sous réserve de prescriptions particulières ;
- des **zones figurées en blanc**, réputées sans risque naturel prévisible significatif pour les phénomènes pris en compte par le PPRN. La construction n'y est pas réglementée par le PPRN. Toutefois, les autres règles (d'urbanisme, de construction, de sécurité...) demeurent applicables.

  Le respect des règles usuelles de construction (règle « neige et vent » ou règles parasismiques par exemple) et obligatoire y comprise dans les zones blanches. Il doit se traduire par des constructions « solides » (toitures capables de supporter le poids de la neige, façades et toitures résistant aux vents, fondations et chaînages de la structure adaptés aux sollicitations sismiques...).

Le présent règlement fixe les dispositions applicables aux biens et activités existants, ainsi qu'à l'implantation de toutes constructions et installations nouvelles, à l'exécution de tous travaux et à l'exercice de toutes activités, sans préjudice de l'application des autres législations ou réglementations en vigueur. Il définit les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers.

Le règlement comporte l'ensemble des prescriptions applicables pour chacune des zones à risques. Les prescriptions sont opposables à toute autorisation d'utilisation du sol et les dispositions d'urbanisme doivent figurer dans le corps de l'autorisation administrative d'occuper le sol.

Les chapitres suivants concernent exclusivement les dispositions relatives aux mouvements de terrain, aux inondations, aux crues torrentielles et au ruissellement. Le risque d'incendie de forêt fait l'objet d'un document spécifique.

Chapitre 1. Nature des mesures réglementaires

La nature des mesures réglementaires applicables est définie par les articles R.562-3 (troisième alinéa) R.562-4 et R562-5 du Code de l'environnement.

Article R562-3

Le dossier de projet de plan comprend :

1° Une note de présentation indiquant le secteur géographique concerné, la nature des phénomènes naturels pris en compte et leurs conséquences possibles, compte tenu de l'état des connaissances ;

2° Un ou plusieurs documents graphiques délimitant les zones mentionnées aux 1° et 2° du II de l'article L. 562-1 ;

3° Un règlement précisant, en tant que de besoin :

a) Les mesures d'interdiction et les prescriptions applicables dans chacune de ces zones en vertu des 1° et 2° du II de l'article L. 562-1 ;

b) Les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde mentionnées au 3° du II de l'article L. 562-1 et les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existant à la date de l'approbation du plan, mentionnées au 4° de ce même II. Le règlement mentionne, le cas échéant, celles de ces mesures dont la mise en œuvre est obligatoire et le délai fixé pour celle-ci.

Article R562-4

I. – En application du 3° du II de l'article L. 562-1, le plan peut notamment :

1° Définir des règles relatives aux réseaux et infrastructures publics desservant son secteur d'application et visant à faciliter les éventuelles mesures d'évacuation ou l'intervention des secours ;

2° Prescrire aux particuliers ou à leurs groupements la réalisation de travaux contribuant à la prévention des risques et leur confier la gestion de dispositifs de prévention des risques ou d'intervention en cas de survenance des phénomènes considérés ;

3° Subordonner la réalisation de constructions ou d'aménagements nouveaux à la constitution d'associations syndicales chargées de certains travaux nécessaires à la prévention des risques, notamment l'entretien des espaces et, le cas échéant, la réalisation ou l'acquisition, la gestion et le maintien en condition d'ouvrages ou de matériels.

II. – Le plan indique si la réalisation de ces mesures est rendue obligatoire et, si elle l'est, dans quel délai.

Article R562-5

I. – En application du 4° du II de l'article L. 562-1, pour les constructions, les ouvrages ou les espaces mis en culture ou plantés, existant à sa date d'approbation, le plan peut définir des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.

Toutefois, le plan ne peut pas interdire les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments implantés antérieurement à l'approbation du plan ou, le cas échéant, à la publication de l'arrêté mentionné à l'article R. 562-6, notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection des toitures, sauf s'ils augmentent les risques ou en créent de nouveaux, ou conduisent à une augmentation de la population exposée.

II. – Les mesures prévues au I peuvent être rendues obligatoires dans un délai de cinq ans pouvant être réduit en cas d'urgence.

III.- En outre, les travaux de prévention imposés à des biens construits ou aménagés conformément aux dispositions du code de l'urbanisme avant l'approbation du plan et mis à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs ne peuvent porter que sur des aménagements limités dont le coût est inférieur à 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien à la date d'approbation du plan.

Le règlement du plan de prévention des risques naturels prévisibles de Valensole comporte deux grands types de mesures réglementaires : des mesures individuelles et des mesures d'ensemble. Ces mesures s'appliquent tant aux projets et qu'aux constructions, ouvrages, espaces cultivés et plantés existants à la date d'approbation du PPRN (art. R562-4 du Code de l'environnement). Elles peuvent être prescrites ou recommandées.

Les mesures prescrites (prescriptions) sont obligatoires. Lorsqu'elles concernent des constructions, ouvrages, espaces cultivés et plantés existants, leur mise en œuvre est obligatoire dans un délai de cinq ans à compter de la date d'approbation du PPRN (art. R562-5 du Code de l'environnement).

***Nota**. Ce délai est plus court pour certaines prescriptions relatives à la prévention du risque incendie de forêt. Il est indispensable de se rapporter aux documents du volet consacré à la prévention du risque d'incendie de forêt.*

Article 1. Mesures individuelles

Ces mesures sont, pour l'essentiel, des dispositions constructives applicables aux constructions futures dont la mise en œuvre relève de la seule responsabilité des maîtres d'ouvrages. Des études complémentaires préalables leur sont donc proposées ou imposées afin d'adapter au mieux les dispositifs préconisés au site et au projet. Certaines de ces mesures peuvent être applicables aux bâtiments ou ouvrages existants (renforcement, drainage par exemple).

Dans le cas de constructions existantes, les mesures préconisées ne peuvent porter que sur des aménagements limités dont le coût est inférieur à 10 % de la valeur vénale du bien (art. R.562-5 du Code de l'environnement).

Article 2. Mesures d'ensemble

Lorsque des ouvrages importants sont indispensables ou lorsque les mesures individuelles sont inadéquates ou trop onéreuses, des dispositifs de protection collectifs peuvent être préconisés. De nature très variée (correction torrentielle, drainage, auscultation de glissement de terrain, etc.), leur réalisation et leur entretien peuvent être à la charge de la commune ou de groupements de propriétaires, d'usagers ou d'exploitants.

De plus, en matière d'inondation, les principes édictés par la circulaire du 24 avril 1996 relative aux dispositions applicables au bâti et ouvrages existants en zone inondable doivent être respectés concernant :

- les zones d'expansion des crues à préserver ;
- les zones exposées aux aléas les plus forts, où l'urbanisation doit être interdite ou strictement contrôlée.

La préservation du champ d'expansion des crues peut ainsi conduire au classement en zone dite rouge (zone d'interdiction) de secteurs exposés à des aléas faibles d'inondation. Les dispositifs de protection (endiguement, remblais par exemple) ne peuvent être mis en œuvre que dans le but d'assurer la protection de lieux fortement urbanisés. Leur réalisation reste alors conditionnée par l'application de la réglementation en vigueur et notamment des dispositions de la loi 92 - 3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et aux décrets n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993. Ces ouvrages doivent être conçus dans le cadre d'une politique de protection globale à l'échelle du bassin versant et leur influence sur les écoulements devra être étudiée tant à l'amont qu'à l'aval.

Chapitre 2. Cas particulier du risque sismique

Article 1. Réglementation applicable

L'article R563-4 du code de l'Environnement défini cinq zones de sismicité croissante (voir Tableau 2) pour l'application des mesures de prévention du risque sismique aux bâtiments, équipements et installations de la classe dite « à risque normal ». Ce zonage repose sur une analyse probabiliste du risque sismique.

Zone de sismicité	Sismicité
1	très faible
2	faible
3	modérée
4	moyenne
5	forte

Tableau 2 : Zones de sismicité définies par l'article R563-4 du code de l'Environnement.

L'article D563-8-1 du code de l'Environnement, créé par le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010, répartit les communes entre les 5 zones de sismicité. La zone de sismicité 5 (forte sismicité) ne concerne que les DOM-TOM (Antilles françaises).

La commune de VALENSOLE se trouve en zone de sismicité 4 (sismicité moyenne), comme la majeure partie du département des Alpes-de-Haute-Provence (voir Figure 1 et extrait de l'article D563-8-1 du code de l'Environnement ci-dessous).

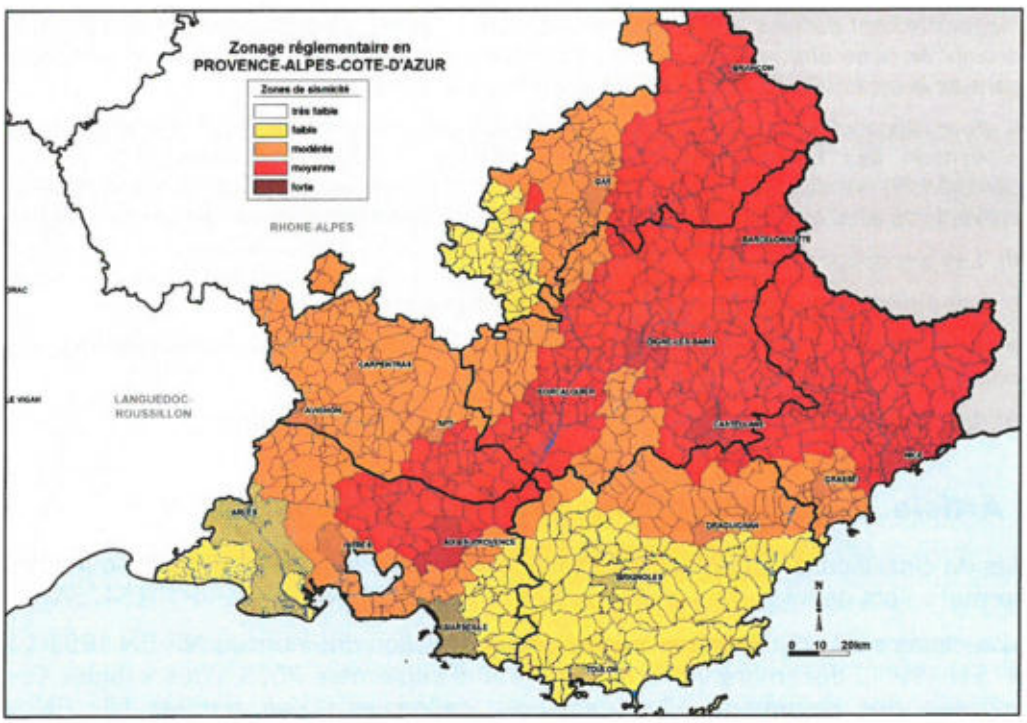


Figure 1 : Zonage sismique de la France – Région PACA (source : www.planseisme.fr).

Art. D563-8-1 (extrait)

« Les communes sont réparties entre les cinq zones de sismicité définies à l'article R563-4 conformément à la liste ci-après, arrêtée par référence aux délimitations administratives, issues du code officiel géographique de l'Institut national de la statistique et des études économiques, en vigueur à la date du 1er janvier 2008. [...]

***Alpes-de-Haute-Provence** : tout le département zone de sismicité moyenne, sauf :*

— les cantons de Banon, Noyers-sur-Jabron : zone de sismicité modérée ;

— les communes d'Allemagne-en-Provence, Aubenas-les-Alpes, Bras-d'Asse, Le Caire, Le Chaffaut-Saint-Jurson, Châteauredon, Claret, Curbans, Esparron-de-Verdon, Estoublon, Faucon-du-Caire, Lardiers, Limans, Majastres, Melve, Mézel, Mison, Montagnac-Montpezat, La Motte-du-Caire, Moustiers-Sainte-Marie, Ongles, Oppedette, Puimoisson, Quinson, Riez, Roumoules, Sainte-Croix-à-Lauze, Sainte-Croix-du-Verdon, Saint-Étienne-les-Orgues, Saint-Jeannet, Saint-Julien-d'Asse, Saint-Jurs, Saint-Laurent-du-Verdon, Saint-Martin-de-Brômes, Sigoyer, Thèze, Vachères, Vaumeilh, Venterol : zone de sismicité modérée. [...] »

Un ensemble de textes réglementaires précise les règles constructives qui doivent être mises en œuvre en fonction des types d'ouvrages et de bâtiments.

L'article R563-5 du code de l'Environnement précise notamment que des mesures préventives doivent être appliquées aux bâtiments, équipements et installations de la classe dite « à risque normal » et que des mesures spécifiques doivent être appliquées aux bâtiments, équipements et installations de catégorie IV.

Art. R563-5

I.-Des mesures préventives, notamment des règles de construction, d'aménagement et d'exploitation parasismiques, sont appliquées aux bâtiments, aux équipements et aux installations de la classe dite « à risque normal » situés dans les zones de sismicité 2, 3, 4 et 5, respectivement définies aux articles R. 563-3 et R. 563-4. Des mesures préventives spécifiques doivent en outre être appliquées aux bâtiments, équipements et installations de catégorie IV pour garantir la continuité de leur fonctionnement en cas de séisme.

II.-Pour l'application de ces mesures, des arrêtés pris, conjointement, par le ministre chargé de la prévention des risques majeurs et les ministres concernés définissent la nature et les caractéristiques des bâtiments, des équipements et des installations, les mesures techniques préventives ainsi que les valeurs caractérisant les actions des séismes à prendre en compte.

III.-Les dispositions des I et II s'appliquent :

1° Aux équipements, installations et bâtiments nouveaux ;

2° Aux additions aux bâtiments existants par juxtaposition, surélévation ou création de surfaces nouvelles ;

3° Aux modifications importantes des structures des bâtiments existants.

Article 2. Constructions dites « à risque normal »

Les règles de classification et de construction parasismique des constructions de la classe dite « à risque normal » sont définies par l'arrêté du 22 octobre 2010 (NOR : DEVP1015475A).

Les constructions sont soumises aux règles de construction des normes NF EN 1998-1 septembre 2005, NF EN 1998-3 décembre 2005, NF EN 1998-5 septembre 2005, dites « règles Eurocode 8 » accompagnées des documents dits « annexes nationales » des normes NF EN 1998-1/NA décembre 2007, NF EN 1998-3/NA janvier 2008, NF EN 1998-5/NA octobre 2007 s'y rapportant.

Pour les bâtiments appartenant à la catégorie d'importance II (qui comprend notamment les bâtiments d'habitation individuelle, les bâtiments de hauteur inférieure à 28 m et les bâtiments d'habitation collective) en zone de sismicité 3 ou 4, l'application de la norme « NF P 06-014 mars 1995 amendée A1 février 2001 – Construction parasismique des maisons individuelles et des bâtiments assimilés, règles PS-MI 89 révisées 92 » dispense de l'application des règles citées ci-dessus. Il existe toutefois des conditions d'application de cette dispense (voir paragraphe 1.1 de la norme NF P 06-014).

En dehors des règles de constructions des bâtiments, il est rappelé aux maîtres d'ouvrages et aux constructeurs le danger que représentent pour les vies humaines les ruptures de canalisations de

gaz ou d'eau ; les premières étant à l'origine d'incendies, les secondes privant les services de la Protection Civile des moyens de les combattre. Le raccordement des réseaux intérieurs et extérieurs constitue un point vulnérable en raison des conditions de fondations parfois très différentes de chacun d'eux.

Article 3. Constructions dites « à risque spécial »

Ces constructions sont définies par l'article R563-6 du code de l'Environnement.

> ***Article R563-6***
>
> *La classe dite « à risque spécial » comprend les bâtiments, les équipements et les installations pour lesquels les effets sur les personnes, les biens et l'environnement de dommages même mineurs résultant d'un séisme peuvent ne pas être circonscrits au voisinage immédiat desdits bâtiments, équipements et installations.*

L'article R563-7 du code de l'Environnement précise que ces bâtiments, équipements et installations font l'objet d'une réglementation parasismique particulière.

> ***Article R563-7***
>
> *Des mesures préventives, notamment des règles de construction, d'aménagement et d'exploitation parasismiques, sont appliquées aux bâtiments, aux équipements et aux installations de la classe dite « à risque spécial ».*
>
> *Pour l'application de ces mesures, des arrêtés pris, conjointement, par le ministre chargé de la prévention des risques majeurs et les ministres concernés définissent la nature et les caractéristiques des bâtiments, des équipements et des installations, les mesures techniques préventives ainsi que les valeurs caractérisant les actions des séismes à prendre en compte.*

Chapitre 3. Le plan de zonage réglementaire

Le PPRN de la commune de Valensole porte sur l'ensemble du territoire communal. Pour couvrir ce vaste territoire et fournir au lecteur un document suffisamment précis, le zonage réglementaire a été établi selon la méthode suivante :

- Pour les risques induits par les glissements de terrain, les chutes de pierres et de blocs, les inondations, les crues torrentielles et le ruissellement, le zonage réglementaire a été établi sur un fond cadastral, à deux échelles différentes :
  - un plan au 1/10 000 (1 cm pour 100 m) couvrant l'ensemble du territoire communal et découpé en cinq feuilles numérotées 1 à 5.
  - Un plan au 1/5 000 (1 cm pour 50 m) couvrant uniquement les quatre secteurs (A, B, C, D) où se situent les principales zones urbanisées. Ce plan de zonage est découpé en douze feuilles numérotées par secteur (A1 à A5, B1, C1 à C2, D1 à D4).
- Pour les risques induits par le retrait – gonflement des argiles (« sécheresse »), le zonage réglementaire a été établi uniquement sur un fond cadastral, au 1/10 000 (1 cm pour 100 m) couvrant l'ensemble du territoire communal et découpé en cinq feuilles numérotées 1 à 5 (ce découpage est identique à celui utilisé pour les autres phénomènes).

Au total, le plan de zonage réglementaire du PPRN de Valensole (hors incendie de forêt) comporte donc 22 plans. Un schéma d'assemblage (fig.) est annexé à ce règlement et le tableau 3 récapitule la nomenclature des plans fournis.

Tableau 3 : Nomenclature des feuilles du plan de zonage réglementaire.

Risques	1/10 000	Secteurs	Feuilles 1/5000
Glissement de terrain Chutes de pierres et de blocs Inondations Crues torrentielles Ruissellement	Feuilles 1 à 5	A	A1, A2, A3, A4, A5
		B	B1
		C	C1, C2
		D	D1, D2, D3, D4
Retrait-gonflement des argiles (RGA)	Feuilles 1 à 5	-	-
Rappel. Le PPRN de Valensole comporte également un volet incendie de forêt traité par des documents spécifiques.			

Les secteurs A, B, C, D sont couverts à la fois par les plans au 1/10 000 et au 1/5 000. Du fait des différences d'échelle, des écarts peuvent apparaître entre ces deux cartographies. Dans ce cas, c'est toujours la carte la plus détaillée (plan de zonage au 1/5000 sur fond cadastral) qui constitue le document de référence.

Les types de zones présentés ci-dessus sont identifiés sur le plan de zonage réglementaire par leur couleur (rouge, bleu, blanc). Dans les zones rouges et les zones bleues, des sous – zones correspondant aux périmètres d'application de divers règlements pouvant s'appliquer. Ces sous-zones rouges ou bleues sont délimitées par des contours et identifiées par des étiquettes alphanumériques qui renvoient aux règlements.

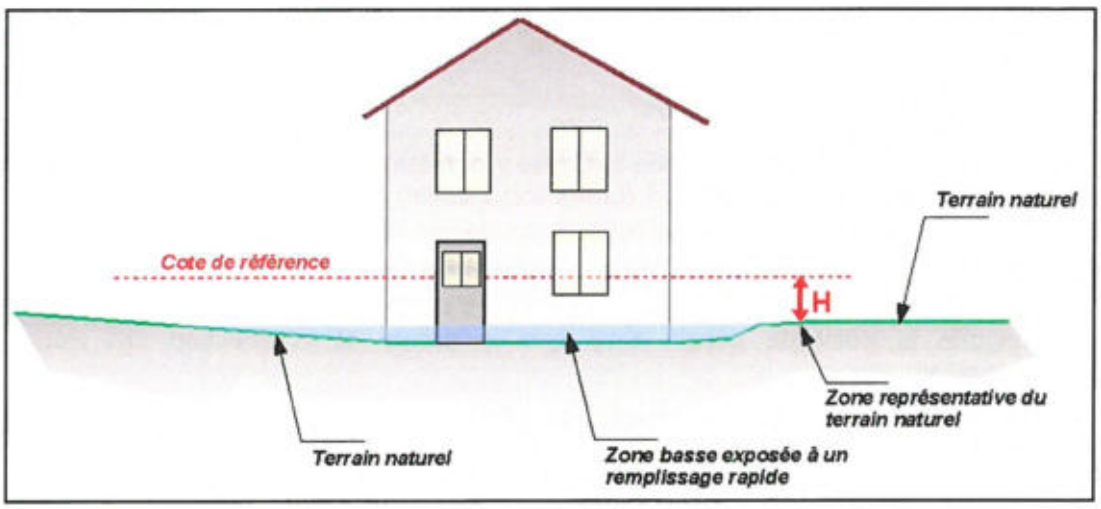
Chapitre 4. Les règlements applicables

Article 1. Considérations sur la réglementation

4.1.1. Hauteur par rapport au terrain naturel :

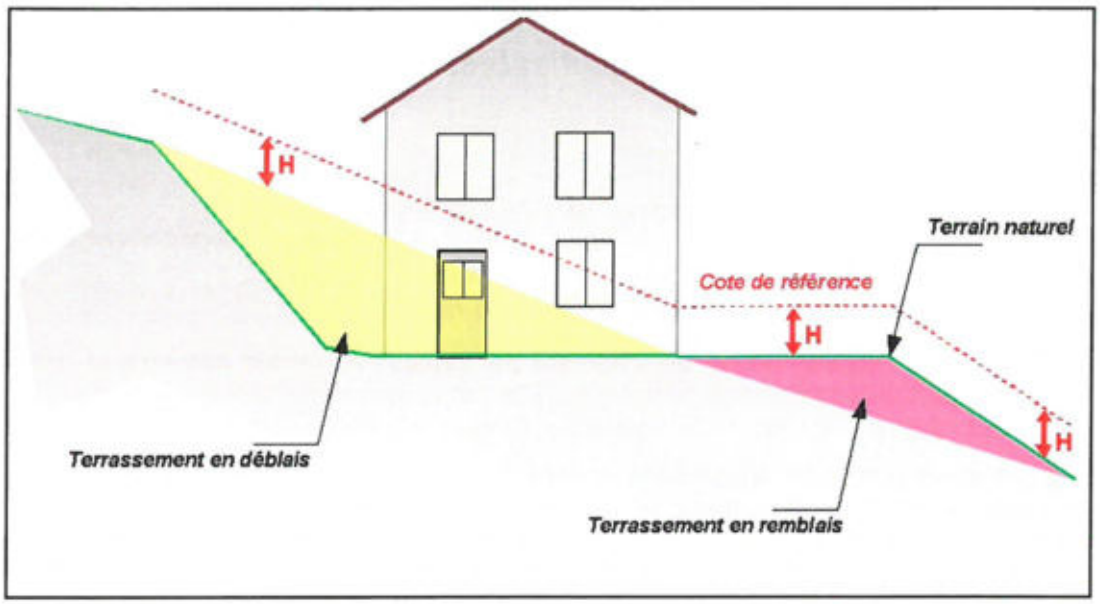
Le règlement utilise aussi la notion de « hauteur par rapport au terrain naturel » et cette notion mérite d'être explicitée pour les cas complexes. Elle est notamment utilisée pour les écoulements de fluides (débordements torrentiels, inondations, ruissellement).

Les irrégularités locales de la topographie ne sont pas forcément prises en compte si elles sont de surface faible par rapport à la surface totale de la zone considérée (bleue ou rouge). Aussi, dans le cas de petits talwegs ou de petites cuvettes, il faut considérer que la côte du terrain naturel est la côte des terrains environnants (les creux étant vite remplis par les écoulements), conformément au schéma ci-dessous :



En cas de terrassements en déblais, la hauteur doit être mesurée par rapport au terrain naturel initial.

En cas de terrassements en remblais, ceux-ci ne peuvent remplacer le renforcement des façades exposées que s'ils sont attenants à la construction et s'ils ont été spécifiquement conçus pour cela (parement exposé aux écoulements sauf pour les inondations en plaine, dimensionnement pour résister aux efforts prévisibles…). Dans le cas général, la hauteur à renforcer sera mesurée depuis le sommet des remblais.



Toute disposition architecturale particulière ne s'inscrivant pas dans ce schéma de principe, devra être traitée dans le sens de la plus grande sécurité.

4.1.2. Façades exposées

Le règlement utilise la notion de « façade exposée » notamment dans les cas de chutes de blocs ou d'écoulements avec charges solides (crues torrentielles, ruissellement). Cette notion, simple dans beaucoup de cas, mérite d'être explicitée pour les cas complexes.

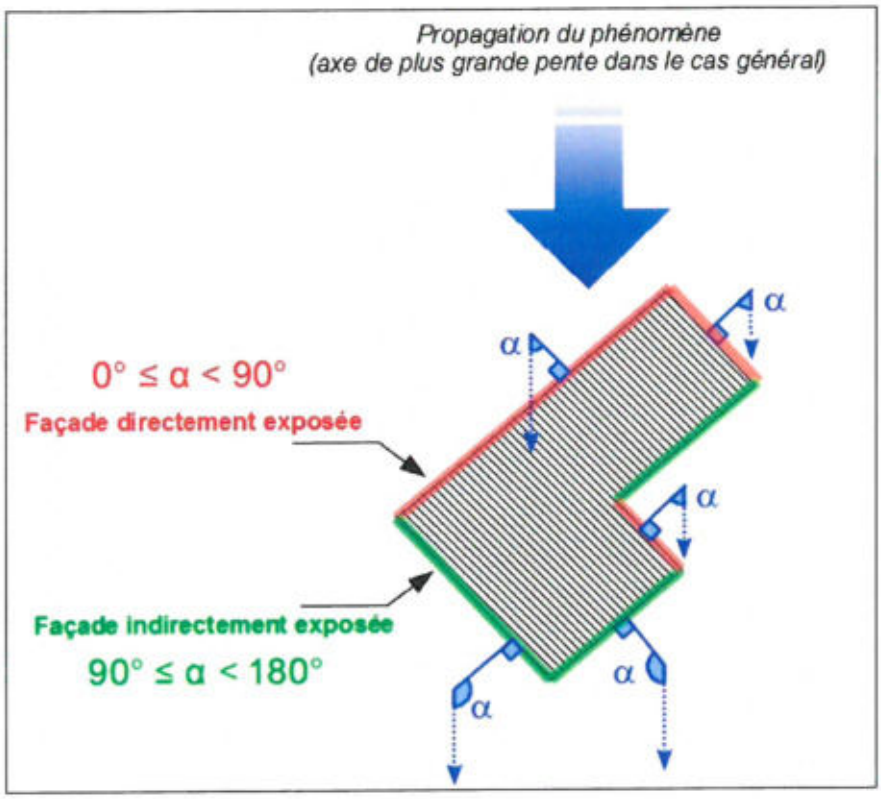
- la direction de propagation du phénomène est généralement celle de la ligne de plus grande pente (en cas de doute, la carte des aléas permettra souvent de définir sans ambiguïté le point de départ ainsi que la nature et la direction des écoulements prévisibles) ;
- elle peut s'en écarter significativement, du fait de la dynamique propre au phénomène (rebonds irréguliers pendant les chutes de blocs…), d'irrégularités de la surface topographique, de l'accumulation locale d'éléments transportés (blocs, bois…) constituant autant d'obstacles déflecteurs ou même de la présence de constructions à proximité pouvant aussi constituer des obstacles déflecteurs.

C'est pourquoi, sont considérées comme :

- **directement exposées**, les façades pour lesquelles $0° \leq \alpha < 90°$;
- **indirectement** ou **non exposées**, les façades pour lesquelles $90° \leq \alpha < 180°$;

Le mode de mesure de l'angle α est schématisé ci-dessous.

Toute disposition architecturale particulière ne s'inscrivant pas dans ce schéma de principe, devra être traitée dans le sens de la plus grande sécurité. Enfin, il peut arriver qu'un site soit concerné par plusieurs directions de propagation : toutes sont à prendre en compte.



Article 2. Les règlements applicables

Les pages suivantes présentent les règlements du PPRN de Valensole, à l'exception des règlements spécifiques à la prévention du risque d'incendie de forêt.

Tableau 4: Règlements applicables en zone rouge.

Règlement	Type de zone	Risque	Page
R1	Rouge	Inondation	20
R2	Rouge	Crue torrentielle	
R3	Rouge	Ruissellement et de ravinement	
R4	Rouge	Glissement de terrain	
R5	Rouge	Chutes de pierres et de blocs	
R10	Rouge	Zone spécifique ICPE (carrière et centre d'enfouissement)	23
B11	Bleue	Glissement de terrain (aléa faible)	24
B12	Bleue	Glissement de terrain (aléa moyen)	27
B13	Bleue	Crue torrentielle (aléa faible)	30

B14	Bleue	Crue torrentielle (aléa moyen)	33
B15	Bleue	Ruissellement (aléa faible)	36
B16	Bleue	Ruissellement (aléa moyen)	39
B17	Bleue	Ruissellement en zone urbanisée dense (aléa faible)	42
B18	Bleue	Inondation (aléa faible et moyen)	45
B19	Bleue	Ruissellement et glissement de terrain en zone urbanisée dense (aléa faible)	48
B20	Bleue	Zone spécifique ravin de Notre-Dame aux abords du village de Valensole (aléas moyen à fort)	52
B21	Bleue	Ruissellement et glissement de terrain en zone urbanisée dense (aléa faible)	54
B101	Bleue	Retrait gonflement des argiles (aléa faible)	56
B102	Bleue	Retrait gonflement des argiles (aléa moyen)	59
Nota. Il n'existe pas de zone rouge spécifique au risque induit par le retrait – gonflement des argiles.			

Règlements R1, R2, R3, R4, R5

Ce règlement concerne les zones rouges suivantes :

R1 zone fortement exposée aux inondations

R2 zone fortement exposée aux crues torrentielles

R3 zone fortement exposée au ruissellement ou au ravinement

R4 zone fortement exposée au glissement de terrain

R5 zone fortement exposée aux chutes de pierres et de blocs

1. L'ensemble des zones fortement exposées aux conséquences des différents phénomènes naturels étudiés (aléa fort), à l'exception de l'aléa « retrait - gonflement des argiles (sécheresse) » du fait de l'absence, pour ce type de phénomène naturel, de conséquence possible pour l'homme.

2. Les zones moins fortement exposées aux conséquences des différents phénomènes naturels étudiés (aléa moyen) et ne faisant l'objet au moment de la réalisation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) d'aucun projet d'urbanisation, à l'exception de l'aléa « retrait - gonflement des argiles (sécheresse) ».

Cotes de référence applicables

Cette notion est explicitée au chapitre 4.1.1 page 16.

R1	Aléa fort ou moyen d'inondation	Hauteur au-dessus du terrain fini H = 1,0 m.
R2	Aléa fort ou moyen de crue torrentielle	Hauteur au-dessus du terrain fini H = 1,5 m.
R3	Aléa fort ou moyen de ruissellement ou de ravinement	Hauteur au-dessus du terrain fini H = 1,0 m.

Article I. Interdictions

I.1. Constructions et ouvrages

Tous travaux, remblais, constructions, installations et activités, de quelque nature qu'ils soient, sont interdits, à l'exception de ceux visés à l'article II.

I.2. Stationnement et occupation temporaire

a) Le stationnement de caravanes ou de mobil-homes habités est interdit.
b) Le stationnement nocturne de camping-cars[1] est interdits.

I.3. Stockage de produits et de matériaux

a) Le stockage de produits dangereux ou polluants en quantité significative est interdit.

b) Le stockage de matériaux ou de produits flottants (pneus, bois et meubles, automobiles et produits de récupérations...), à l'exception de ceux destinés à un usage domestique, est interdit dans les zones R1, R2, R3.

Article II. Autorisations

À condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, sont autorisés :

II.1. Infrastructures publiques et réseaux

Les travaux d'infrastructures, constructions et installations nécessaires au fonctionnement des

1 Cette règle ne s'applique pas aux caravanes et aux camping-cars parqués en dehors de leur période d'utilisation.

Règlements R1, R2, R3, R4, R5

services publics ou des services destinés au public, notamment les travaux de desserte routière, autoroutière ou piétonne, sous réserve que le maître d'ouvrage prenne les dispositions appropriées aux risques et en avertisse le public par une signalisation efficace.
Si ces travaux d'infrastructures sont susceptibles de nuire au libre écoulement des eaux ou d'accroître notablement le risque d'inondation, ils seront soumis à la procédure d'autorisation prévue aux articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement.

II.2. Ouvrages de protection

Les travaux, ouvrages et aménagements destinés à réduire les conséquences des phénomènes naturels recensés.

II.3. Constructions et ouvrages

a) Les travaux d'entretien et de gestion courants des constructions et des installations implantées antérieurement à la publication du présent plan, notamment les aménagements internes, les traitements de façade, la réfection des toitures, à condition que ceux-ci n'augmentent pas le nombre de personnes exposées (augmentation de la capacité d'accueil ou changement d'affectation des locaux), ni la sensibilité du bâtiment aux risques naturels ;
b) Sous réserve qu'elles ne soient pas destinées à l'habitation et ne soient pas des ouvrages structurants pour l'exploitation, les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole ou forestière, aux activités de pêche ainsi qu'aux activités touristiques et de loisir ;
c) Les réparations effectuées sur un bâtiment sinistré, dans le cas où la cause des dommages n'a pas de lien avec le risque qui a entraîné le classement en zone rouge et sous réserve d'assurer la sécurité des biens et des personnes, et de réduire la vulnérabilité des biens ;
d) Les travaux strictement nécessaires à la mise en sécurité des constructions recevant du public et notamment ceux destinés à l'accessibilité des personnes handicapées ;
e) Sous réserve qu'ils ne soient pas destinés à l'habitation, les abris légers annexes des bâtiments d'habitation ne dépassant pas 20 m² d'emprise au sol.

II.4. Infrastructures de loisirs

Les espaces verts, les aires de jeux et de sports et les installations ou constructions strictement indispensables à leur gestion et fonctionnement, sous réserve que toutes les dispositions techniques relatives à la nature du ou des risques soient prises dès la conception et, concernant les risques liés aux inondations et aux crues torrentielles, qu'ils ne constituent pas un obstacle au libre écoulement des eaux.

II.5. Activités agricoles et forestières

a) Les activités et utilisations agricoles traditionnelles (parcs, cultures, prairies de fauches, etc.). Dans les zones d'inondation (Ri), de crues torrentielles (Rt), de ruissellement sur versant et de ravinement (Rv), les déchets végétaux doivent être évacués, broyés sur place ou détruits pour limiter le risque d'embâcles.
b) L'exploitation forestière. Dans les zones d'inondation (Ri), de crues torrentielles (Rt), de ruissellement sur versant et de ravinement (Rv), les arbres doivent être régulièrement élagués ; les produits de coupe et d'élagage doivent être évacués, broyés sur place ou détruits au fur et à mesure de l'exploitation. Cette disposition ne s'applique pas aux peuplements d'origine naturelle.

II.6. Clôtures

Règlements R1, R2, R3, R4, R5
a) Zones R1, R2, R3. Les clôtures, sous réserve qu'elles ne perturbent pas l'écoulement des eaux. Les murs pleins sont interdits, à l'exception des soubassements de clôture dont la hauteur ne dépasse pas 0,20 m. b) Zones R4, R5 ; Les clôtures.
Article III. Prescriptions relatives aux règles de construction
III.1. Constructions et ouvrages futurs autorisés
Dans les zones R1, R2 et R3
a) Les équipements électriques, électroniques, micro-mécaniques, les brûleurs de chaudières et les appareils électroménagers devront être mis hors d'eau, équipés de dispositifs d'étanchéité ou mis en place dans des locaux étanches et résistants aux écoulements de crue. b) Des matériaux insensibles à l'eau ou traités avec des produits hydrofuges ou anticorrosion devront être utilisés pour toute partie de construction située au-dessous de la cote de référence. c) Toutes les constructions et installations doivent être fondées dans le sol de façon à résister à des affouillements, tassements ou érosions localisés. d) Les constructeurs devront prendre toutes les mesures nécessaires pour que les constructions et ouvrages résistent aux forces exercées par les écoulements. e) Tous les massifs de fondations doivent être arasés au niveau du terrain naturel.
III.2. Constructions et ouvrages existant
Néant
Article IV. Recommandations relatives aux règles de construction
Dans les zones R3
Les ouvertures de tout type, situées au-dessous de la cote de référence, seront équipées d'un dispositif de fermeture étanche et résistant aux écoulements (panneau amovible, batardeau, portes pleines, etc.).

Règlement R10

Ce règlement concerne les zones rouges suivantes :
- Le centre de stockage de déchets ultimes non dangereux des Serraires ;
- La carrière de poudingue de Clarency.

Article I. Interdictions

I.1. Constructions et ouvrages

Tous travaux, remblais, constructions, installations et activités, de quelque nature qu'ils soient, sont interdits, à l'exception de ceux visés à l'article II.

Article II. Autorisations

À condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, sont autorisés :

II.1. Infrastructures publiques et réseaux

Les travaux, remblais, constructions, installations et activités, de quelque nature qu'ils soient, s'ils sont nécessaires aux activités autorisées par les arrêtés autorisant l'exploitation des sites.

II.2. Infrastructures publiques et réseaux

Les travaux d'infrastructures, constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou des services destinés au public, notamment les travaux de desserte routière, autoroutière ou piétonne, sous réserve que le maître d'ouvrage prenne les dispositions appropriées aux risques et en avertisse le public par une signalisation efficace.

Si ces travaux d'infrastructures sont susceptibles de nuire au libre écoulement des eaux ou d'accroître notablement le risque d'inondation, ils seront soumis à la procédure d'autorisation prévue aux articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement.

II.3. Ouvrages de protection

Les travaux, ouvrages et aménagements destinés à réduire les conséquences des phénomènes naturels recensés.

Règlement B11

Ce règlement concerne les zones bleues exposées à un risque de glissement de terrain (aléa faible).

Article I. Interdictions

Néant.

Article II. Autorisations

À condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, sont autorisés sans prescription :

a) Les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures.
b) Les travaux sans extension des constructions existantes.
c) Les abris légers annexes de bâtiments d'habitation (abris de jardin, bûchers, etc.), ne dépassant pas 20 m² d'emprise au sol, sous réserve qu'ils ne soient pas destinés à l'occupation humaine.
d) Les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant.
e) Les infrastructures publiques et réseaux, sous réserve que le maître d'ouvrage prenne les dispositions appropriées aux risques et que leurs conditions d'implantation fassent l'objet d'une étude préalable par le service compétent.

À condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, sont autorisés sous réserve du respect des prescriptions définies à l'article III :

a) Toutes les autres constructions.
b) Les aménagements de terrain de plein air, de sport et de loisirs.

Article III. Prescriptions

III.1. Constructions nouvelles et extensions de constructions existantes

III.1.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

a) Les eaux usées seront évacuées dans un réseau d'assainissement collectif ou, après traitement, évacuées par canalisation étanche vers un émissaire capable de les recevoir.
Cette évacuation ne devra pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval…).
Dans le cas d'impossibilité technique (absence de réseau ou d'émissaire à proximité) ou économique (mesures dépassant 10 % de la valeur du projet), il sera possible d'envisager un traitement des eaux usées par un dispositif d'assainissement autonome non drainé après réalisation d'une étude géotechnique statuant sur l'aptitude des sols à absorber les effluents et sur l'absence d'incidence en termes de stabilité pour le projet et son environnement.
L'entretien et la surveillance régulière des ouvrages doivent être assurés par le maître d'ouvrage (particulier, commune…)
b) Les eaux pluviales et les eaux collectées par drainage seront évacuées par canalisation étanche vers un réseau collectif ou un émissaire capable de les recevoir.
Cette évacuation ne devra pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval…).

Règlement B11

Dans le cas d'impossibilité technique (absence de réseau ou d'émissaire à proximité) ou économique (mesures dépassant 10 % de la valeur du projet), il sera possible d'envisager un rejet direct sur le terrain ou dans le sol après réalisation d'une étude géotechnique statuant sur l'aptitude des sols à absorber ces eaux et sur l'absence d'incidence en termes de stabilité pour le projet et son environnement.
L'entretien et la surveillance régulière des ouvrages doivent être assurés par le maître d'ouvrage (particulier, commune...).

III.1.2. Mesures constructives

Les remblais et terrassements seront conçus et réalisés de manière à ne pas accroître le risque d'instabilité et seront adaptés à la nature du sous-sol.

III.2. Constructions existantes

Néant.

Article IV. Recommandations

IV.1. Constructions nouvelles et extensions de constructions existantes

IV.1.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

Néant.

IV.1.2. Mesures constructives

Une étude géotechnique définira les mesures constructives (fondations, superstructures, etc) permettant de dimensionner correctement les éléments du projet (fondation, drainage, terrassement, soutènements, etc.).

IV.2. Constructions existantes

IV.2.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

a) Les eaux usées seront évacuées dans un réseau d'assainissement collectif ou, après traitement, évacuées par canalisation étanche vers un émissaire capable de les recevoir.

Cette évacuation ne devra pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval...).

Dans le cas d'impossibilité technique (absence de réseau ou d'émissaire à proximité) ou économique (mesures dépassant 10 % de la valeur du projet), il sera possible d'envisager un traitement des eaux usées par un dispositif d'assainissement autonome non drainé après réalisation d'une étude géotechnique statuant sur l'aptitude des sols à absorber les effluents et sur l'absence d'incidence en termes de stabilité pour le projet et son environnement.

L'entretien et la surveillance régulière des ouvrages doivent être assurés par le maître d'ouvrage (particulier, commune...)

b) Les eaux pluviales et les eaux collectées par drainage seront évacuées par canalisation étanche vers un réseau collectif ou un émissaire capable de les recevoir.

Cette évacuation ne devra pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval...).

Dans le cas d'impossibilité technique (absence de réseau ou d'émissaire à proximité) ou économique (mesures dépassant 10 % de la valeur du projet), il sera possible d'envisager un rejet

Règlement B11
direct sur le terrain ou dans le sol après réalisation d'une étude géotechnique statuant sur l'aptitude des sols à absorber ces eaux et sur l'absence d'incidence en termes de stabilité pour le projet et son environnement. L'entretien et la surveillance régulière des ouvrages doivent être assurés par le maître d'ouvrage (particulier, commune...).
IV.2.2. Mesures constructives
Néant.

Règlement B12

Ce règlement concerne les zones bleues exposées à un risque de glissement de terrain (aléa moyen).

Article I. Interdictions

L'implantation de bâtiments sensibles et notamment ceux destinés aux services de secours ou à l'hébergement d'un public vulnérable (hôpitaux, maisons de retraite...).

Article II. Autorisations

À condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, sont autorisés sans prescription :

a) Les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures.
b) Les travaux sans extension des constructions existantes.
c) Les abris légers annexes de bâtiments d'habitation (abris de jardin, bûchers, etc.), ne dépassant pas 20 m² d'emprise au sol, sous réserve qu'ils ne soient pas destinés à l'occupation humaine.
d) Les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant.
e) Les infrastructures publiques et réseaux, sous réserve que le maître d'ouvrage prenne les dispositions appropriées aux risques et que leurs conditions d'implantation fassent l'objet d'une étude préalable par le service compétent.

À condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, sont autorisés sous réserve du respect des prescriptions définies à l'article III :

a) Toutes les autres constructions.
b) Les aménagements de terrain de plein air, de sport et de loisirs.

Article III. Prescriptions

III.1. Constructions nouvelles et extensions de constructions existantes

III.1.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

a) Les eaux usées seront évacuées dans un réseau d'assainissement collectif ou, après traitement, évacuées par canalisation étanche vers un émissaire capable de les recevoir.
Cette évacuation ne devra pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval...).
Dans le cas d'impossibilité technique (absence de réseau ou d'émissaire à proximité) ou économique (mesures dépassant 10 % de la valeur du projet), il sera possible d'envisager un traitement des eaux usées par un dispositif d'assainissement autonome non drainé après réalisation d'une étude géotechnique statuant sur l'aptitude des sols à absorber les effluents et sur l'absence d'incidence en termes de stabilité pour le projet et son environnement.
L'entretien et la surveillance régulière des ouvrages doivent être assurés par le maître d'ouvrage (particulier, commune...).
b) Les eaux pluviales et les eaux collectées par drainage seront évacuées par canalisation étanche vers un réseau collectif ou un émissaire capable de les recevoir.
Cette évacuation ne devra pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval...).

Règlement B12

Dans le cas d'impossibilité technique (absence de réseau ou d'émissaire à proximité) ou économique (mesures dépassant 10 % de la valeur du projet), il sera possible d'envisager un rejet direct sur le terrain ou dans le sol après réalisation d'une étude géotechnique statuant sur l'aptitude des sols à absorber ces eaux et sur l'absence d'incidence en termes de stabilité pour le projet et son environnement.
L'entretien et la surveillance régulière des ouvrages doivent être assurés par le maître d'ouvrage (particulier, commune...).

III.1.2. Mesures constructives

Une étude géotechnique définira les mesures constructives (fondations, superstructures, etc) permettant de dimensionner correctement les éléments du projet (fondation, drainage, terrassement, soutènements, etc.).

III.2. Constructions existantes

Néant.

Article IV. Recommandations

IV.1. Constructions nouvelles et extensions de constructions existantes

IV.1.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

Néant.

IV.1.2. Mesures constructives

Néant.

IV.2. Constructions existantes

IV.2.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

a) Les eaux usées seront évacuées dans un réseau d'assainissement collectif ou, après traitement, évacuées par canalisation étanche vers un émissaire capable de les recevoir.

Cette évacuation ne devra pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval...).

Dans le cas d'impossibilité technique (absence de réseau ou d'émissaire à proximité) ou économique (mesures dépassant 10 % de la valeur du projet), il sera possible d'envisager un traitement des eaux usées par un dispositif d'assainissement autonome non drainé après réalisation d'une étude géotechnique statuant sur l'aptitude des sols à absorber les effluents et sur l'absence d'incidence en termes de stabilité pour le projet et son environnement.

L'entretien et la surveillance régulière des ouvrages doivent être assurés par le maître d'ouvrage (particulier, commune...)

b) Les eaux pluviales et les eaux collectées par drainage seront évacuées par canalisation étanche vers un réseau collectif ou un émissaire capable de les recevoir.

Cette évacuation ne devra pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval...).

Dans le cas d'impossibilité technique (absence de réseau ou d'émissaire à proximité) ou économique (mesures dépassant 10 % de la valeur du projet), il sera possible d'envisager un rejet direct sur le terrain ou dans le sol après réalisation d'une étude géotechnique statuant sur l'aptitude

Règlement B12
des sols à absorber ces eaux et sur l'absence d'incidence en termes de stabilité pour le projet et son environnement. L'entretien et la surveillance régulière des ouvrages doivent être assurés par le maître d'ouvrage (particulier, commune…).
IV.2.2. Mesures constructives
Néant.

Règlement B13

Ce règlement concerne les zones bleues exposées à un risque de crue torrentielle (aléa faible).

Cotes de référence applicables
Cette notion est explicitée au chapitre 4.1.1 page 16.

H_{13}	0,60 m au-dessus du terrain fini

Article I. Interdictions

a) L'implantation de bâtiments sensibles et notamment ceux destinés aux services de secours ou à l'hébergement d'un public vulnérable (hôpitaux, maisons de retraite…).

b) Le stockage au-dessous de la cote de référence (0,60 m) de produits dangereux ou polluants ou de produits périssables (sauf si le site est équipé d'un dispositif empêchant leur entraînement par les eaux).

c) Le stockage de matériaux, ou de produits flottants (pneus, bois et meubles, automobiles et produits de récupérations…), à l'exception de ceux destinés à un usage domestique.

Article II. Autorisations

À condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, sont autorisés sans prescription :

a) Les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures.

b) Les travaux sans extension des constructions existantes.

c) Les abris légers annexes de bâtiments d'habitation (abris de jardin, bûchers, etc.), ne dépassant pas 20 m² d'emprise au sol, sous réserve qu'ils ne soient pas destinés à l'occupation humaine.

d) Les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant.

e) Les infrastructures publiques et réseaux, sous réserve que le maître d'ouvrage prenne les dispositions appropriées aux risques et que leurs conditions d'implantation fassent l'objet d'une étude préalable par le service compétent.

Si ces travaux d'infrastructures sont susceptibles de nuire au libre écoulement des eaux ou d'accroître notablement le risque d'inondation, ils seront soumis à la procédure d'autorisation prévue aux articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement.

À condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, sont autorisés sous réserve du respect des prescriptions définies à l'article III :

a) Toutes les autres constructions.

b) Les aménagements de terrain de plein air, de sport et de loisirs.

Article III. Prescriptions

III.1. Constructions nouvelles et extensions de constructions existantes

III.1.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

a) Sous la cote de référence (0,60 m), les façades exposées seront aveugles, avec dérogation possible pour les accès au bâtiment sous réserve qu'ils soient protégés du phénomène.

b) La cote du plancher du 1er niveau aménageable devra se situer au-dessus du terrain naturel.

Règlement B13

c) Par dérogation à la mesure précédente, la cote du plancher du 1er niveau aménageable pourra se situer :

– à une cote inférieure au terrain naturel si des contraintes techniques ou d'accessibilité le justifient ;

– au niveau de la cote du plancher existant, dans le cas d'une extension limitée par rapport à l'existant ;

– sous le terrain naturel pour une partie limitée d'un bâtiment industriel lorsque des contraintes techniques le justifient ;

– au niveau des voies d'accès, seulement pour les constructions annexes à un bâtiment principal et destinées au garage de véhicules ;

– au niveau des trottoirs, seulement pour les halls d'immeubles ou pour les commerces, et sous réserve que toutes les ouvertures situées sous la cote de référence (0,60 m) puissent être fermées et rendues étanches et résistantes lors des inondations.

d) Les parkings extérieurs pourront être réalisés au niveau des voies d'accès ou du terrain naturel.

e) Les clôtures devront être transparentes aux écoulements (muret d'assise de moins de 20 cm de haut et reste de la clôture perméable à plus de 80 %).

III.1.2. Mesures constructives

a) Sous la cote de référence (0,60 m), les façades exposées devront être renforcées pour résister à une pression de 30 kPa.

b) Les constructions et les fondations devront être renforcées pour résister à des affouillements jusqu'à 1,00 m de profondeur, aux sous-pressions hydrauliques et à la saturation des terrains de fondation.

c) Sous la cote de référence (0,60 m), les matériaux utilisés devront résister à l'eau ou être efficacement protégés en cas d'inondation ou de pénétration des eaux. Ils devront aussi empêcher les remontées d'humidité vers les niveaux supérieurs.

d) Les coffrets d'alimentation électrique, les chaudières individuelles et collectives, et tout autre équipement sensible à l'eau doivent être installés au-dessus de la cote de référence (0,60 m) ou efficacement protégés.

III.2. Constructions existantes

Néant.

Article IV. Recommandations

IV.1. Constructions nouvelles et extensions de constructions existantes

IV.1.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

Néant.

IV.1.2. Mesures constructives

Néant.

IV.2. Constructions existantes

IV.2.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

Règlement B13

Néant.

IV.2.2. Mesures constructives

a) Sous la cote de référence (0,60 m), les ouvertures situées sur les façades exposées seront adaptées pour résister aux efforts mentionnés ci-dessus, soit par une protection ou des renforcements permanents soit par des aménagements permettant l'obstruction par des panneaux amovibles (batardeaux) lors des inondations torrentielles.

b) Les coffrets d'alimentation électrique, les chaudières individuelles et collectives, et tout autre équipement sensible à l'eau doivent être placés au-dessus de la cote de référence (0,60 m) ou efficacement protégés.

Règlement B14

Ce règlement concerne les zones bleues exposées à un risque de crue torrentielle (aléa moyen).

Cotes de référence applicables
Cette notion est explicitée au chapitre 4.1.1 page 16.

H_{14}	1,50 m au-dessus du terrain fini

Article I. Interdictions

a) L'implantation de bâtiments sensibles et notamment ceux destinés aux services de secours ou à l'hébergement d'un public vulnérable (hôpitaux, maisons de retraite...).

b) Le stockage au-dessous de la cote de référence (1,50 m) de produits dangereux ou polluants ou de produits périssables (sauf si le site est équipé d'un dispositif empêchant leur entraînement par les eaux).

c) Le stockage de matériaux, ou de produits flottants (pneus, bois et meubles, automobiles et produits de récupérations...), à l'exception de ceux destinés à un usage domestique.

Article II. Autorisations

À condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, sont autorisés sans prescription :

a) Les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures.

b) Les travaux sans extension des constructions existantes.

c) Les abris légers annexes de bâtiments d'habitation (abris de jardin, bûchers, etc.), ne dépassant pas 20 m² d'emprise au sol, sous réserve qu'ils ne soient pas destinés à l'occupation humaine.

d) Les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant.

e) Les infrastructures publiques et réseaux, sous réserve que le maître d'ouvrage prenne les dispositions appropriées aux risques et que leurs conditions d'implantation fassent l'objet d'une étude préalable par le service compétent.

Si ces travaux d'infrastructures sont susceptibles de nuire au libre écoulement des eaux ou d'accroître notablement le risque d'inondation, ils seront soumis à la procédure d'autorisation prévue aux articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement.

À condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, sont autorisés sous réserve du respect des prescriptions définies à l'article III :

a) Toutes les autres constructions.

b) Les aménagements de terrain de plein air, de sport et de loisirs.

Article III. Prescriptions

III.1. Constructions nouvelles et extensions de constructions existantes

III.1.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

a) Sous la cote de référence (1,50 m), les façades exposées seront aveugles, avec dérogation possible pour les accès au bâtiment sous réserve qu'ils soient protégés du phénomène.

b) La cote du plancher du 1er niveau aménageable devra se situer au-dessus du terrain naturel.

Règlement B14

c) Par dérogation à la mesure précédente, la cote du plancher du 1er niveau aménageable pourra se situer :

– à une cote inférieure au terrain naturel si des contraintes techniques ou d'accessibilité le justifient ;

– au niveau de la cote du plancher existant, dans le cas d'une extension limitée par rapport à l'existant ;

– sous le terrain naturel pour une partie limitée d'un bâtiment industriel lorsque des contraintes techniques le justifient ;

– au niveau des voies d'accès, seulement pour les constructions annexes à un bâtiment principal et destinées au garage de véhicules ;

– au niveau des trottoirs, seulement pour les halls d'immeubles ou pour les commerces, et sous réserve que toutes les ouvertures situées sous la cote de référence (1,50 m) puissent être fermées et rendues étanches et résistantes lors des inondations.

d) Les parkings extérieurs pourront être réalisés au niveau des voies d'accès ou du terrain naturel.

e) Les clôtures devront être transparentes aux écoulements (muret d'assise de moins de 20 cm de haut et reste de la clôture perméable à plus de 80 %).

III.1.2. Mesures constructives

a) Sous la cote de référence (1,50 m), les façades exposées devront être renforcées pour résister à une pression de 30 kPa.

b) Les constructions et les fondations devront être renforcées pour résister à des affouillements jusqu'à 1,00 m de profondeur, aux sous-pressions hydrauliques et à la saturation des terrains de fondation.

c) Sous la cote de référence (1,50 m), les matériaux utilisés devront résister à l'eau ou être efficacement protégés en cas d'inondation ou de pénétration des eaux. Ils devront aussi empêcher les remontées d'humidité vers les niveaux supérieurs.

d) Les coffrets d'alimentation électrique, les chaudières individuelles et collectives, et tout autre équipement sensible à l'eau doivent être installés au-dessus de la cote de référence (1,50 m) ou efficacement protégés.

III.2. Constructions existantes

Néant.

Article IV. Recommandations

IV.1. Constructions nouvelles et extensions de constructions existantes

IV.1.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

Néant.

IV.1.2. Mesures constructives

Néant.

IV.2. Constructions existantes

IV.2.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

Règlement B14

Néant.

IV.2.2. Mesures constructives

a) Sous la cote de référence (1,50 m), les ouvertures situées sur les façades exposées seront adaptées pour résister aux efforts mentionnés ci-dessus, soit par une protection ou des renforcements permanents soit par des aménagements permettant l'obstruction par des panneaux amovibles (batardeaux) lors des inondations torrentielles.

b) Les coffrets d'alimentation électrique, les chaudières individuelles et collectives, et tout autre équipement sensible à l'eau doivent être placés au-dessus de la cote de référence (1,50 m) ou efficacement protégés.

Règlement B15

Ce règlement concerne les zones bleues exposées à un risque de ruissellement ou de ravinement (aléa faible).

Cotes de référence applicables
Cette notion est explicitée au chapitre 4.1.1 page 16.

H_{15}	0,60 m au-dessus du terrain fini

Article I. Interdictions

Néant.

Article II. Autorisations

À condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, sont autorisés sans prescription :

a) Les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures.

b) Les travaux sans extension des constructions existantes.

c) Les abris légers annexes de bâtiments d'habitation (abris de jardin, bûchers, etc.), ne dépassant pas 20 m² d'emprise au sol, sous réserve qu'ils ne soient pas destinés à l'occupation humaine.

d) Les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant.

e) Les infrastructures publiques et réseaux, sous réserve que le maître d'ouvrage prenne les dispositions appropriées aux risques et que leurs conditions d'implantation fassent l'objet d'une étude préalable par le service compétent.

Si ces travaux d'infrastructures sont susceptibles de nuire au libre écoulement des eaux ou d'accroître notablement le risque d'inondation, ils seront soumis à la procédure d'autorisation prévue aux articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement.

À condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, sont autorisés sous réserve du respect des prescriptions définies à l'article III :

a) Toutes les autres constructions.

b) Les aménagements de terrain de plein air, de sport et de loisirs.

Article III. Prescriptions

III.1. Constructions nouvelles et extensions de constructions existantes

III.1.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

a) Sous la cote de référence (0,60 m), les façades exposées seront aveugles, avec dérogation possible pour les accès au bâtiment sous réserve qu'ils soient protégés du phénomène.

b) La cote du plancher du 1er niveau aménageable devra se situer au-dessus du terrain naturel.

c) Par dérogation à la mesure précédente, la cote du plancher du 1er niveau aménageable pourra se situer :

– à une cote inférieure au terrain naturel si des contraintes techniques ou d'accessibilité le justifient ;

– au niveau de la cote du plancher existant, dans le cas d'une extension limitée par rapport à

Règlement B15

l'existant ;

– sous le terrain naturel pour une partie limitée d'un bâtiment industriel lorsque des contraintes techniques le justifient ;

– au niveau des voies d'accès, seulement pour les constructions annexes à un bâtiment principal et destinées au garage de véhicules ;

– au niveau des trottoirs, seulement pour les halls d'immeubles ou pour les commerces, et sous réserve que toutes les ouvertures situées sous la cote de référence (0,60 m) puissent être fermées et rendues étanches et résistantes lors des inondations.

d) Les parkings extérieurs pourront être réalisés au niveau des voies d'accès ou du terrain naturel.

e) Les clôtures devront être transparentes aux écoulements (muret d'assise de moins de 20 cm de haut et reste de la clôture perméable à plus de 80 %).

III.1.2. Mesures constructives

a) Sous la cote de référence (0,60 m), les façades exposées devront être renforcées pour résister à une pression de 20 kPa.

b) Les constructions et les fondations devront être renforcées pour résister à des affouillements jusqu'à 1,00 m de profondeur, aux sous-pressions hydrauliques et à la saturation des terrains de fondation.

c) Sous la cote de référence (0,60 m), les matériaux utilisés devront résister à l'eau ou être efficacement protégés en cas d'inondation ou de pénétration des eaux. Ils devront aussi empêcher les remontées d'humidité vers les niveaux supérieurs.

d) Les coffrets d'alimentation électrique, les chaudières individuelles et collectives, et tout autre équipement sensible à l'eau doivent être installés au-dessus de la cote de référence (0,60 m) ou efficacement protégés.

III.2. Constructions existantes

Néant.

Article IV. Recommandations

IV.1. Constructions nouvelles et extensions de constructions existantes

IV.1.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

Néant.

IV.1.2. Mesures constructives

Néant.

IV.2. Constructions existantes

À l'exception des constructions existantes implantées sur des zones situées au-dessus de la cote de référence du fait d'une configuration topographique particulière (surélévation localisée du terrain par exemple) sur une zone trop restreinte pour être représentée sur le plan de zonage réglementaire.

IV.2.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

Néant.

Règlement B15

IV.2.2. Mesures constructives

a) Sous la cote de référence (0,60 m), les ouvertures situées sur les façades exposées seront adaptées pour résister aux efforts mentionnés ci-dessus, soit par une protection ou des renforcements permanents soit par des aménagements permettant l'obstruction par des panneaux amovibles (batardeaux) lors des fortes précipitations.

b) Les coffrets d'alimentation électrique, les chaudières individuelles et collectives, et tout autre équipement sensible à l'eau doivent être placés au-dessus de la cote de référence (0,60 m) ou efficacement protégés.

Règlement B16

Ce règlement concerne les zones bleues exposées à un risque de ruissellement ou de ravinement (aléa moyen).

Cotes de référence applicables
Cette notion est explicitée au chapitre 4.1.1 page 16.

H_{16}	1,0 m au-dessus du terrain fini

Article I. Interdictions

Néant.

Article II. Autorisations

À condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, sont autorisés sans prescription :

a) Les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures.

b) Les travaux sans extension des constructions existantes.

c) Les abris légers annexes de bâtiments d'habitation (abris de jardin, bûchers, etc.), ne dépassant pas 20 m² d'emprise au sol, sous réserve qu'ils ne soient pas destinés à l'occupation humaine.

d) Les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant.

e) Les infrastructures publiques et réseaux, sous réserve que le maître d'ouvrage prenne les dispositions appropriées aux risques et que leurs conditions d'implantation fassent l'objet d'une étude préalable par le service compétent.

Si ces travaux d'infrastructures sont susceptibles de nuire au libre écoulement des eaux ou d'accroître notablement le risque d'inondation, ils seront soumis à la procédure d'autorisation prévue aux articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement.

À condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, sont autorisés sous réserve du respect des prescriptions définies à l'article III :

a) Toutes les autres constructions.

b) Les aménagements de terrain de plein air, de sport et de loisirs.

Article III. Prescriptions

III.1. Constructions nouvelles et extensions de constructions existantes

III.1.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

a) Sous la cote de référence (1,0 m), les façades exposées seront aveugles, avec dérogation possible pour les accès au bâtiment sous réserve qu'ils soient protégés du phénomène.

b) La cote du plancher du 1er niveau aménageable devra se situer au-dessus du terrain naturel.

c) Par dérogation à la mesure précédente, la cote du plancher du 1er niveau aménageable pourra se situer :

– à une cote inférieure au terrain naturel si des contraintes techniques ou d'accessibilité le justifient ;

– au niveau de la cote du plancher existant, dans le cas d'une extension limitée par rapport à

Règlement B16

l'existant ;

– sous le terrain naturel pour une partie limitée d'un bâtiment industriel lorsque des contraintes techniques le justifient ;

– au niveau des voies d'accès, seulement pour les constructions annexes à un bâtiment principal et destinées au garage de véhicules ;

– au niveau des trottoirs, seulement pour les halls d'immeubles ou pour les commerces, et sous réserve que toutes les ouvertures situées sous la cote de référence (1,0 m) puissent être fermées et rendues étanches et résistantes lors des inondations.

d) Les parkings extérieurs pourront être réalisés au niveau des voies d'accès ou du terrain naturel.

e) Les clôtures devront être transparentes aux écoulements (muret d'assise de moins de 20 cm de haut et reste de la clôture perméable à plus de 80 %).

III.1.2. Mesures constructives

a) Sous la cote de référence (1,0 m), les façades exposées devront être renforcées pour résister à une pression de 20 kPa.

b) Les constructions et les fondations devront être renforcées pour résister à des affouillements jusqu'à 1,00 m de profondeur, aux sous-pressions hydrauliques et à la saturation des terrains de fondation.

c) Sous la cote de référence (1,0 m), les matériaux utilisés devront résister à l'eau ou être efficacement protégés en cas d'inondation ou de pénétration des eaux. Ils devront aussi empêcher les remontées d'humidité vers les niveaux supérieurs.

d) Les coffrets d'alimentation électrique, les chaudières individuelles et collectives, et tout autre équipement sensible à l'eau doivent être installés au-dessus de la cote de référence (1,0 m) ou efficacement protégés.

III.2. Constructions existantes

Néant

Article IV. Recommandations

IV.1. Constructions nouvelles et extensions de constructions existantes

IV.1.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

Néant.

IV.1.2. Mesures constructives

Néant.

IV.2. Constructions existantes

À l'exception des constructions existantes implantées sur des zones situées au-dessus de la cote de référence du fait d'une configuration topographique particulière (surélévation localisée du terrain par exemple) sur une zone trop restreinte pour être représentée sur le plan de zonage réglementaire.

IV.2.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

Néant.

Règlement B16

IV.2.2. Mesures constructives

a) Sous la cote de référence (1,0 m), les ouvertures situées sur les façades exposées seront adaptées pour résister aux efforts mentionnés ci-dessus, soit par une protection ou des renforcements permanents soit par des aménagements permettant l'obstruction par des panneaux amovibles (batardeaux) lors des inondations torrentielles.

b) Les coffrets d'alimentation électrique, les chaudières individuelles et collectives, et tout autre équipement sensible à l'eau doivent être placés au-dessus de la cote de référence (1,0 m) ou efficacement protégés.

Règlement B17

Ce règlement concerne les zones bleues du centre du village de Valensole exposées à un risque de ruissellement (aléa faible).

Cotes de référence applicables
Cette notion est explicitée au chapitre 4.1.1 page 16.

H_{17}	0,60 m au-dessus du terrain fini

Article I. Interdictions

Néant.

Article II. Autorisations

À condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, sont autorisés sans prescription :

a) Les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures.

b) Les travaux sans extension des constructions existantes.

c) Les abris légers annexes de bâtiments d'habitation (abris de jardin, bûchers, etc.), ne dépassant pas 20 m² d'emprise au sol, sous réserve qu'ils ne soient pas destinés à l'occupation humaine.

d) Les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant.

e) Les infrastructures publiques et réseaux, sous réserve que le maître d'ouvrage prenne les dispositions appropriées aux risques et que leurs conditions d'implantation fassent l'objet d'une étude préalable par le service compétent.

Si ces travaux d'infrastructures sont susceptibles de nuire au libre écoulement des eaux ou d'accroître notablement le risque d'inondation, ils seront soumis à la procédure d'autorisation prévue aux articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement.

À condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, sont autorisés sous réserve du respect des prescriptions définies à l'article III :

a) Toutes les autres constructions.

b) Les aménagements de terrain de plein air, de sport et de loisirs.

Article III. Prescriptions

III.1. Constructions nouvelles et extensions de constructions existantes

III.1.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

a) Sous la cote de référence (0,60 m), les façades exposées seront aveugles, avec dérogation possible pour les accès au bâtiment sous réserve qu'ils soient protégés du phénomène.

b) La cote du plancher du 1er niveau aménageable devra se situer au-dessus du terrain naturel.

c) Par dérogation à la mesure précédente, la cote du plancher du 1er niveau aménageable pourra se situer :

– à une cote inférieure au terrain naturel si des contraintes techniques ou d'accessibilité le justifient ;

– au niveau de la cote du plancher existant, dans le cas d'une extension limitée par rapport à

Règlement B17

l'existant ;

– sous le terrain naturel pour une partie limitée d'un bâtiment industriel lorsque des contraintes techniques le justifient ;

– au niveau des voies d'accès, seulement pour les constructions annexes à un bâtiment principal et destinées au garage de véhicules ;

– au niveau des trottoirs, seulement pour les halls d'immeubles ou pour les commerces, et sous réserve que toutes les ouvertures situées sous la cote de référence (0,60 m) puissent être fermées et rendues étanches et résistantes lors des inondations.

d) Les parkings extérieurs pourront être réalisés au niveau des voies d'accès ou du terrain naturel.

e) Les clôtures devront être transparentes aux écoulements (muret d'assise de moins de 20 cm de haut et reste de la clôture perméable à plus de 80 %).

III.1.2. Mesures constructives

a) Sous la cote de référence (0,60 m), les façades exposées devront être renforcées pour résister à une pression de 20 kPa.
b) Les constructions et les fondations devront être renforcées pour résister à des affouillements jusqu'à 1,00 m de profondeur, aux sous-pressions hydrauliques et à la saturation des terrains de fondation.
c) Sous la cote de référence (0,60 m), les matériaux utilisés devront résister à l'eau ou être efficacement protégés en cas d'inondation ou de pénétration des eaux. Ils devront aussi empêcher les remontées d'humidité vers les niveaux supérieurs.
d) Les coffrets d'alimentation électrique, les chaudières individuelles et collectives, et tout autre équipement sensible à l'eau doivent être installés au-dessus de la cote de référence (0,60 m) ou efficacement protégés.

III.1.3. Mesures alternatives

Par exception aux dispositions des articles III.1.1. et III.1.2. ci-dessus, une étude peut être réalisée par le porteur de projet pour évaluer plus précisément le phénomène de ruissellement et le niveau d'aléa en considérant le phénomène de référence retenu pour le PPRN. Cette étude pourra, le cas échéant, proposer d'autres solutions de protection adaptées au projet et à la configuration des lieux. Ces solutions seront conçues et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage.

Cette exception est notamment applicable aux projets d'ensemble (lotissement, ZAC, etc.).

Les solutions alternatives seront autorisées après démonstration de leur capacité à garantir la protection pérenne des biens et des personnes. Si l'étude conclut à l'absence de ruissellement pour un secteur considéré, les constructions prévues dans ce secteur pourront être exemptées des prescriptions prévues par le PPRN pour ce phénomène.

III.2. Constructions existantes

Néant.

Article IV. Recommandations

IV.1. Constructions nouvelles et extensions de constructions existantes

IV.1.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

Néant.

Règlement B17

IV.1.2. Mesures constructives

Néant.

IV.2. Constructions existantes

À l'exception des constructions existantes implantées sur des zones situées au-dessus de la cote de référence du fait d'une configuration topographique particulière (surélévation localisée du terrain par exemple) sur une zone trop restreinte pour être représentée sur le plan de zonage réglementaire.

IV.2.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

Néant.

IV.2.2. Mesures constructives

a) Sous la cote de référence (0,60 m), les ouvertures situées sur les façades exposées seront adaptées pour résister aux efforts mentionnés ci-dessus, soit par une protection ou des renforcements permanents soit par des aménagements permettant l'obstruction par des panneaux amovibles (batardeaux) lors des fortes précipitations.

b) Les coffrets d'alimentation électrique, les chaudières individuelles et collectives, et tout autre équipement sensible à l'eau doivent être placés au-dessus de la cote de référence (0,60 m) ou efficacement protégés.

Règlement B18

Ce règlement concerne les zones bleues exposées à un risque d'inondation (aléa faible ou moyen).

Cotes de référence applicables
Cette notion est explicitée au chapitre 4.1.1 page 16.

H_{18}	1,00 m au-dessus du terrain fini

Article I. Interdictions

a) L'implantation de bâtiments sensibles et notamment ceux destinés aux services de secours ou à l'hébergement d'un public vulnérable (hôpitaux, maisons de retraite...).

b) La création de terrain de camping

c) Le stationnement de caravanes ou de mobil-homes habités, ainsi que le stationnement nocturne de camping-cars à l'extérieur des campings existants.

d) Le stockage au-dessous de la cote de référence (1,00 m) de produits dangereux ou polluants ou de produits périssables (sauf si le site est équipé d'un dispositif empêchant leur entraînement par les eaux).

e) Le stockage de matériaux, ou de produits flottants (pneus, bois et meubles, automobiles et produits de récupérations...), à l'exception de ceux destinés à un usage domestique.

Article II. Autorisations

À condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, sont autorisés sans prescription :

a) Les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures.

b) Les travaux sans extension des constructions existantes.

c) Les abris légers annexes de bâtiments d'habitation (abris de jardin, bûchers, etc.), ne dépassant pas 20 m² d'emprise au sol, sous réserve qu'ils ne soient pas destinés à l'occupation humaine.

d) Les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant.

e) Les infrastructures publiques et réseaux, sous réserve que le maître d'ouvrage prenne les dispositions appropriées aux risques et que leurs conditions d'implantation fassent l'objet d'une étude préalable par le service compétent.

Si ces travaux d'infrastructures sont susceptibles de nuire au libre écoulement des eaux ou d'accroître notablement le risque d'inondation, ils seront soumis à la procédure d'autorisation prévue aux articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement.

f) L'extension des terrains de campings existants dans la limite de 10 % de la capacité initiale du camping

À condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, sont autorisés sous réserve du respect des prescriptions définies à l'article III :

a) Toutes les autres constructions.

b) Les aménagements de terrain de plein air, de sport et de loisirs.

Article III. Prescriptions

III.1. Constructions nouvelles et extensions de constructions existantes

Règlement B18

III.1.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

a) Sous la cote de référence (1,00 m), les façades exposées seront aveugles, avec dérogation possible pour les accès au bâtiment sous réserve qu'ils soient protégés du phénomène.

b) La cote du plancher du 1er niveau aménageable devra se situer au-dessus du terrain naturel.

c) Par dérogation à la mesure précédente, la cote du plancher du 1er niveau aménageable pourra se situer :

– à une cote inférieure au terrain naturel si des contraintes techniques ou d'accessibilité le justifient ;

– au niveau de la cote du plancher existant, dans le cas d'une extension limitée par rapport à l'existant ;

– sous le terrain naturel pour une partie limitée d'un bâtiment industriel lorsque des contraintes techniques le justifient ;

– au niveau des voies d'accès, seulement pour les constructions annexes à un bâtiment principal et destinées au garage de véhicules ;

– au niveau des trottoirs, seulement pour les halls d'immeubles ou pour les commerces, et sous réserve que toutes les ouvertures situées sous la cote de référence (1,00 m) puissent être fermées et rendues étanches et résistantes lors des inondations.

d) Les parkings extérieurs pourront être réalisés au niveau des voies d'accès ou du terrain naturel.

e) Les clôtures devront être transparentes aux écoulements (muret d'assise de moins de 20 cm de haut et reste de la clôture perméable à plus de 80 %).

III.1.2. Mesures constructives

a) Sous la cote de référence (1,00 m), les façades exposées devront être renforcées pour résister à une pression de 20 kPa.

b) Les constructions et les fondations devront être renforcées pour résister à des affouillements jusqu'à 1,00 m de profondeur, aux sous-pressions hydrauliques et à la saturation des terrains de fondation.

c) Sous la cote de référence (1,00 m), les matériaux utilisés devront résister à l'eau ou être efficacement protégés en cas d'inondation ou de pénétration des eaux. Ils devront aussi empêcher les remontées d'humidité vers les niveaux supérieurs.

d) Les réseaux techniques (eau, gaz, électricité) situés au-dessous de la cote de référence (1,00 m) devront être dotés de dispositifs de mise hors circuit automatique ou rétablis au-dessus de cette cote. Un dispositif manuel est également admis en cas d'occupation permanente des locaux. La mise hors circuit devra être effective en cas de montée des eaux. Les systèmes d'alimentation étanche des pompes submersibles ne sont pas concernées par cette prescription.

e) Les citernes, cuves et fosses devront être enterrées ou lestées ou surélevées pour résister à la crue de référence. L'orifice de remplissage devra être situé au-dessus de la cote de référence. Les évents devront être situés au moins un mètre au-dessus de la cote de référence (1,00 m).

III.2. Constructions existantes

Néant

Article IV. Recommandations

IV.1. Constructions nouvelles et extensions de constructions existantes

Règlement B18

IV.1.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

Néant.

IV.1.2. Mesures constructives

Néant.

IV.2. Constructions existantes

a) Sous la cote de référence (1,00 m), les ouvertures seront adaptées pour résister à une pression de 20 kPa, soit par une protection ou des renforcements permanents soit par des aménagements permettant l'obstruction par des panneaux amovibles (batardeaux) lors des inondations.

b) Les coffrets d'alimentation électrique, les chaudières individuelles et collectives, et tout autre équipement sensible à l'eau doivent être placés au-dessus de la cote de référence (1,00 m) ou efficacement protégés.

Règlement B19

Ce règlement concerne les zones bleues du centre du village de Valensole exposées à un risque de ruissellement (aléa faible) et à un risque de glissement de terrain (aléa faible).

Cotes de référence applicables
Cette notion est explicitée au chapitre 4.1.1 page 16.

H_{19}	0,60 m au-dessus du terrain fini

Article I. Interdictions

Néant.

Article II. Autorisations

À condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, sont autorisés sans prescription :

a) Les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures.

b) Les travaux sans extension des constructions existantes.

c) Les abris légers annexes de bâtiments d'habitation (abris de jardin, bûchers, etc.), ne dépassant pas 20 m² d'emprise au sol, sous réserve qu'ils ne soient pas destinés à l'occupation humaine.

d) Les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant.

e) Les infrastructures publiques et réseaux, sous réserve que le maître d'ouvrage prenne les dispositions appropriées aux risques et que leurs conditions d'implantation fassent l'objet d'une étude préalable par le service compétent.

Si ces travaux d'infrastructures sont susceptibles de nuire au libre écoulement des eaux ou d'accroître notablement le risque d'inondation, ils seront soumis à la procédure d'autorisation prévue aux articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement.

À condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, sont autorisés sous réserve du respect des prescriptions définies à l'article III :

a) Toutes les autres constructions.

b) Les aménagements de terrain de plein air, de sport et de loisirs.

Article III. Prescriptions

III.1. Constructions nouvelles et extensions de constructions existantes

III.1.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

a) Les eaux usées seront évacuées dans un réseau d'assainissement collectif ou, après traitement, évacuées par canalisation étanche vers un émissaire capable de les recevoir.

Cette évacuation ne devra pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval...).

Dans le cas d'impossibilité technique (absence de réseau ou d'émissaire à proximité) ou économique (mesures dépassant 10 % de la valeur du projet), il sera possible d'envisager un traitement des eaux usées par un dispositif d'assainissement autonome non drainé après réalisation d'une étude géotechnique statuant sur l'aptitude des sols à absorber les effluents et sur

Règlement B19

l'absence d'incidence en termes de stabilité pour le projet et son environnement.

L'entretien et la surveillance régulière des ouvrages doivent être assurés par le maître d'ouvrage (particulier, commune...)

b) Les eaux pluviales et les eaux collectées par drainage seront évacuées par canalisation étanche vers un réseau collectif ou un émissaire capable de les recevoir.

Cette évacuation ne devra pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval...).

Dans le cas d'impossibilité technique (absence de réseau ou d'émissaire à proximité) ou économique (mesures dépassant 10 % de la valeur du projet), il sera possible d'envisager un rejet direct sur le terrain ou dans le sol après réalisation d'une étude géotechnique statuant sur l'aptitude des sols à absorber ces eaux et sur l'absence d'incidence en termes de stabilité pour le projet et son environnement.

L'entretien et la surveillance régulière des ouvrages doivent être assurés par le maître d'ouvrage (particulier, commune...).

c) Sous la cote de référence (0,60 m), les façades exposées seront aveugles, avec dérogation possible pour les accès au bâtiment sous réserve qu'ils soient protégés du phénomène.

d) La cote du plancher du 1er niveau aménageable devra se situer au-dessus du terrain naturel.

e) Par dérogation à la mesure précédente, la cote du plancher du 1er niveau aménageable pourra se situer :

– à une cote inférieure au terrain naturel si des contraintes techniques ou d'accessibilité le justifient ;

– au niveau de la cote du plancher existant, dans le cas d'une extension limitée par rapport à l'existant ;

– sous le terrain naturel pour une partie limitée d'un bâtiment industriel lorsque des contraintes techniques le justifient ;

– au niveau des voies d'accès, seulement pour les constructions annexes à un bâtiment principal et destinées au garage de véhicules ;

– au niveau des trottoirs, seulement pour les halls d'immeubles ou pour les commerces, et sous réserve que toutes les ouvertures situées sous la cote de référence (0,60 m) puissent être fermées et rendues étanches et résistantes lors des inondations.

f) Les parkings extérieurs pourront être réalisés au niveau des voies d'accès ou du terrain naturel.

g) Les clôtures devront être transparentes aux écoulements (muret d'assise de moins de 20 cm de haut et reste de la clôture perméable à plus de 80 %).

III.1.2. Mesures constructives

a) Les remblais et terrassements seront conçus et réalisés de manière à ne pas accroître le risque d'instabilité et seront adaptés à la nature du sous-sol.

b) Sous la cote de référence (0,60 m), les façades exposées devront être renforcées pour résister à une pression de 20 kPa.

c) Les constructions et les fondations devront être renforcées pour résister à des affouillements jusqu'à 1,00 m de profondeur, aux sous-pressions hydrauliques et à la saturation des terrains de fondation.

d) Sous la cote de référence (0,60 m), les matériaux utilisés devront résister à l'eau ou être efficacement protégés en cas d'inondation ou de pénétration des eaux. Ils devront aussi

Règlement B19

empêcher les remontées d'humidité vers les niveaux supérieurs.

e) Les coffrets d'alimentation électrique, les chaudières individuelles et collectives, et tout autre équipement sensible à l'eau doivent être installés au-dessus de la cote de référence (0,60 m) ou efficacement protégés.

III.1.3. Mesures alternatives

Par exception aux dispositions des articles III.1.1. et III.1.2. ci-dessus, une étude peut être réalisée par le porteur de projet pour évaluer plus précisément le phénomène de ruissellement et le niveau d'aléa en considérant le phénomène de référence retenu pour le PPRN. Cette étude pourra, le cas échéant, proposer d'autres solutions de protection adaptées au projet et à la configuration des lieux. Ces solutions seront conçues et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage.

Cette exception est notamment applicable aux projets d'ensemble (lotissement, ZAC, etc.).

III.2. Constructions existantes

III.2.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

Néant.

III.2.2. Mesures constructives

Néant.

Article IV. Recommandations

IV.1. Constructions nouvelles et extensions de constructions existantes

IV.1.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

Néant.

IV.1.2. Mesures constructives

Une étude géotechnique définira les mesures constructives (fondations, superstructures, etc) permettant de dimensionner correctement les éléments du projet (fondation, drainage, terrassement, soutènements, etc.).

IV.2. Constructions existantes

IV.2.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

a) Les eaux usées seront évacuées dans un réseau d'assainissement collectif ou, après traitement, évacuées par canalisation étanche vers un émissaire capable de les recevoir.

Cette évacuation ne devra pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval...).

Dans le cas d'impossibilité technique (absence de réseau ou d'émissaire à proximité) ou économique (mesures dépassant 10 % de la valeur du projet), il sera possible d'envisager un traitement des eaux usées par un dispositif d'assainissement autonome non drainé après réalisation d'une étude géotechnique statuant sur l'aptitude des sols à absorber les effluents et sur l'absence d'incidence en termes de stabilité pour le projet et son environnement.

Règlement B19
L'entretien et la surveillance régulière des ouvrages doivent être assurés par le maître d'ouvrage (particulier, commune…) b) Les eaux pluviales et les eaux collectées par drainage seront évacuées par canalisation étanche vers un réseau collectif ou un émissaire capable de les recevoir. Cette évacuation ne devra pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval…). Dans le cas d'impossibilité technique (absence de réseau ou d'émissaire à proximité) ou économique (mesures dépassant 10 % de la valeur du projet), il sera possible d'envisager un rejet direct sur le terrain ou dans le sol après réalisation d'une étude géotechnique statuant sur l'aptitude des sols à absorber ces eaux et sur l'absence d'incidence en termes de stabilité pour le projet et son environnement. L'entretien et la surveillance régulière des ouvrages doivent être assurés par le maître d'ouvrage (particulier, commune…).
IV.2.2. Mesures constructives
Néant.

Règlement B20

Ce règlement concerne des zones bleues restreintes, proches du village de Valensole, destinées à accueillir des aménagements de loisirs non vulnérables et exposées aux crues torrentielles (aléa moyen à fort).

Cotes de référence applicables
Cette notion est explicitée au chapitre 4.1.1 page 16.

H_{20}	1,50 m au-dessus du terrain fini

Article I. Interdictions

I.1. Constructions et ouvrages

Tous travaux, remblais, constructions, installations et activités, de quelque nature qu'ils soient, sont interdits, à l'exception de ceux visés à l'article II.

I.2. Stationnement et occupation temporaire

a) Le stationnement de caravanes ou de mobil-homes est interdit.

b) Le stationnement de camping-cars est interdit (y compris le stationnement des camping-cars en dehors de leur période d'utilisation).

I.3. Stockage de produits et de matériaux

a) Le stockage de produits dangereux ou polluants en quantité significative est interdit.

b) Le stockage de matériaux ou de produits flottants (pneus, bois et meubles, automobiles et produits de récupérations...) est interdit.

Article II. Autorisations

À condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, sont autorisés sans prescription :

a) Les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant.

b) Les infrastructures publiques et réseaux, sous réserve que le maître d'ouvrage prenne les dispositions appropriées aux risques et que leurs conditions d'implantation fassent l'objet d'une étude préalable par le service compétent.

Si ces travaux d'infrastructures sont susceptibles de nuire au libre écoulement des eaux ou d'accroître notablement le risque d'inondation, ils seront soumis à la procédure d'autorisation prévue aux articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement.

À condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, sont autorisés sous réserve du respect des prescriptions définies à l'article III :

a) Les aménagements de terrain de plein air, de sport et de loisirs non vulnérables.

b) Les locaux techniques et blocs sanitaires indispensables au fonctionnement des aménagements publiques de plein air existants. Ces locaux ne doivent pas être destinés à l'accueil même temporaire du public.

c) Les clôtures strictement nécessaires aux installations autorisées (notamment pour assurer la sécurité des usagers et le respect de la réglementation en vigueur).

Article III. Prescriptions

Règlement B20

III.1. Constructions nouvelles et extensions de constructions existantes

III.1.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

Les constructions et aménagements autorisés devront être implantés de manière à limiter la perturbation des écoulements et conçus et réalisés de manière à réduire leur vulnérabilité.

III.1.2. Mesures constructives

Les coffrets d'alimentation électrique et tout autre équipement sensible à l'eau doivent être installés au-dessus de la cote de référence (1,50 m) ou efficacement protégés.

III.2. Constructions existantes

III.2.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

Néant.

III.2.2. Mesures constructives

Néant.

Article IV. Recommandations

IV.1. Constructions nouvelles et extensions de constructions existantes

IV.1.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

Néant.

IV.1.2. Mesures constructives

Néant.

IV.2. Constructions existantes

IV.2.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

Néant.

IV.2.2. Mesures constructives

Néant.

Règlement B21

Ce règlement concerne des zones restreintes accueillant des infrastructures agricoles spécifiques et exposées aux crues torrentielles (aléa moyen à fort).

Cotes de référence applicables
Cette notion est explicitée au chapitre 4.1.1 page 16.

H_{21}	1,50 m au-dessus du terrain fini

Article I. Interdictions

I.1. Constructions et ouvrages

Tous travaux, remblais, constructions, installations et activités, de quelque nature qu'ils soient, sont interdits, à l'exception de ceux visés à l'article II.

I.2. Stationnement et occupation temporaire

a) Le stationnement de caravanes ou de mobil-homes est interdit.

b) Le stationnement de camping-cars est interdit (y compris le stationnement des camping-cars en dehors de leur période d'utilisation).

I.3. Stockage de produits et de matériaux

a) Le stockage de produits dangereux ou polluants en quantité significative est interdit.

b) Le stockage de matériaux ou de produits flottants (pneus, bois et meubles, automobiles et produits de récupérations...) est interdit.

Article II. Autorisations

À condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, sont autorisés sans prescription :

a) Les activités agricoles.

b) Les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments et installations existants.

c) Les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant.

d) Les infrastructures publiques et réseaux, sous réserve que le maître d'ouvrage prenne les dispositions appropriées aux risques et que leurs conditions d'implantation fassent l'objet d'une étude préalable par le service compétent.

Si ces travaux d'infrastructures sont susceptibles de nuire au libre écoulement des eaux ou d'accroître notablement le risque d'inondation, ils seront soumis à la procédure d'autorisation prévue à l'article 10 de la loi du 3 février 1992.

À condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, sont autorisés sous réserve du respect des prescriptions définies à l'article III :

a) Les constructions indispensables au fonctionnement des exploitations agricoles existantes (serres et locaux techniques associés notamment).

b) Les clôtures strictement nécessaires aux installations autorisées (notamment pour assurer la sécurité des usagers et le respect de la réglementation en vigueur).

Article III. Prescriptions

Règlement B21

III.1. Constructions nouvelles et extensions de constructions existantes

III.1.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

Les constructions et aménagements autorisés devront être implantés de manière à limiter la perturbation des écoulements et conçus et réalisés de manière à réduire leur vulnérabilité.

III.1.2. Mesures constructives

Les coffrets d'alimentation électrique et tout autre équipement sensible à l'eau doivent être installés au-dessus de la cote de référence (1,50 m) ou efficacement protégés.

III.2. Constructions existantes

III.2.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

Néant.

III.2.2. Mesures constructives

Néant.

Article IV. Recommandations

IV.1. Constructions nouvelles et extensions de constructions existantes

IV.1.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

Néant.

IV.1.2. Mesures constructives

Néant.

IV.2. Constructions existantes

IV.2.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

Néant.

IV.2.2. Mesures constructives

Les coffrets d'alimentation électrique et tout autre équipement sensible à l'eau doivent être placés au-dessus de la cote de référence (1,50 m) ou efficacement protégés.

Règlement B101

Ce règlement concerne les zones bleues exposées à un risque de retrait – gonflement des argiles (aléa faible).

Article I. Interdictions

Néant.

Article II. Autorisations

À condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, sont autorisés sans prescription :

a) Les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures.

b) Les travaux sans extension des constructions existantes.

c) Les abris légers annexes de bâtiments d'habitation (abris de jardin, bûchers, etc.), ne dépassant pas 20 m² d'emprise au sol, sous réserve qu'ils ne soient pas destinés à l'occupation humaine.

d) Les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant.

e) Les infrastructures publiques et réseaux, sous réserve que le maître d'ouvrage prenne les dispositions appropriées aux risques et que leurs conditions d'implantation fassent l'objet d'une étude préalable par le service compétent.

À condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, sont autorisés sous réserve du respect des prescriptions définies à l'article III :

a) Toutes les autres constructions.

b) La création ou l'extension de terrain de plein air, de sport et de loisirs.

Article III. Prescriptions

III.1. Constructions nouvelles et extensions de constructions existantes

III.1.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

a) Les eaux usées seront évacuées dans un réseau d'assainissement collectif ou, après traitement, évacuées par canalisation étanche vers un émissaire capable de les recevoir.

Cette évacuation ne devra pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval…).

Dans le cas d'impossibilité technique (absence de réseau ou d'émissaire à proximité) ou économique (mesures dépassant 10 % de la valeur du projet), il sera possible d'envisager un traitement des eaux usées par un dispositif d'assainissement autonome non drainé après réalisation d'une étude géotechnique statuant sur l'aptitude des sols à absorber les effluents et sur l'absence d'incidence en termes de stabilité pour le projet et son environnement.

L'entretien et la surveillance régulière des ouvrages doivent être assurés par le maître d'ouvrage (particulier, commune…).

b) Les eaux pluviales et les eaux collectées par drainage seront évacuées par canalisation étanche vers un réseau collectif ou un émissaire capable de les recevoir.

Cette évacuation ne devra pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion

Règlement B101

dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval...).

Dans le cas d'impossibilité technique (absence de réseau ou d'émissaire à proximité) ou économique (mesures dépassant 10 % de la valeur du projet), il sera possible d'envisager un rejet direct sur le terrain ou dans le sol après réalisation d'une étude géotechnique statuant sur l'aptitude des sols à absorber ces eaux et sur l'absence d'incidence en termes de stabilité pour le projet et son environnement.

L'entretien et la surveillance régulière des ouvrages doivent être assurés par le maître d'ouvrage (particulier, commune...).

III.1.2. Mesures constructives

Les remblais et terrassements seront conçus et réalisés de manière à ne pas accroître le risque d'instabilité et seront adaptés à la nature du sous-sol.

III.2. Constructions existantes

Néant.

Article IV. Recommandations

IV.1. Constructions nouvelles et extensions de constructions existantes

IV.1.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

Néant.

IV.1.2. Mesures constructives

a) Réalisation d'une étude définissant les dispositions constructives nécessaires pour assurer la stabilité des constructions vis-à-vis du risque de tassement différentiel et couvrant la conception, le pré-dimensionnement et l'exécution des fondations (conformément à la mission géotechnique type G0+G12 spécifiée dans la norme NF P94-500 – cf. annexe).

Cette étude définira également les mesures d'atténuation des variations hydriques du sous-sol, permettant de limiter l'intensité du phénomène (drainage de la parcelle, maîtrise des rejets d'eau, élagage voire abattage d'arbres...).

b) Renforcement des fondations et de la structure du bâti (chaînages horizontaux et verticaux, etc).

c) Rejet des eaux pluviales et usées dans le réseau collectif lorsque celui-ci existe. En cas d'assainissement autonome, les distances minimales d'éloignement par rapport au bâti doivent être respectées, conformément aux dispositions préconisées dans la norme XPP16-603 référence DTU64.1.

d) Mise en place de dispositifs assurant l'étanchéité des canalisations d'évacuation des eaux usées et pluviales (joints souples...).

e) Évacuation des eaux de ruissellement et d'infiltration des abords de la construction et leur récupération par un dispositif d'évacuation de type caniveau éloigné à une distance minimale de 1,50 m.

f) Captage des écoulements épidermiques, lorsqu'ils existent, par un dispositif de drainage périphérique à une distance minimale la construction de 2 m. À défaut, le drain doit être implanté le long de la construction, au-dessus du débord de la semelle, conformément au DTU 20.1.

g) Arrachage des arbres et arbustes existants situés à une distance de l'emprise du bâti, inférieure à

Règlement B101

leur hauteur à maturité.

h) À défaut de possibilité d'abattage des arbres situés à une distance inférieure à leur hauteur à maturité de l'emprise de la construction, mise en place d'écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m ou élagage.

i) Mise en place d'un dispositif d'isolation thermique des murs en cas de source de chaleur en sous-sol.

IV.2. Constructions existantes

IV.2.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

Néant.

IV.2.2. Mesures constructives

a) Rejet des eaux pluviales et usées dans le réseau collectif lorsque celui-ci existe. En cas d'assainissement autonome, les distances minimales d'éloignement par rapport au bâti doivent être respectées, conformément aux dispositions préconisées dans la norme XPP16-603 référence DTU64.1.

b) Mise en place de dispositifs assurant l'étanchéité des canalisations d'évacuation des eaux usées et pluviales (joints souples...).

c) Évacuation des eaux de ruissellement et d'infiltration des abords de la construction et leur récupération par un dispositif d'évacuation de type caniveau éloigné à une distance minimale de 1,50 m.

d) Captage des écoulements épidermiques, lorsqu'ils existent, par un dispositif de drainage périphérique à une distance minimale la construction de 2 m. À défaut, le drain doit être implanté le long de la construction, au-dessus du débord de la semelle, conformément au DTU 20.1.

e) Arrachage des arbres et arbustes existants situés à une distance de l'emprise du bâti, inférieure à leur hauteur à maturité.

f) À défaut de possibilité d'abattage des arbres situés à une distance inférieure à leur hauteur à maturité de l'emprise de la construction, mise en place d'écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m ou élagage.

g) Mise en place d'un dispositif d'isolation thermique des murs en cas de source de chaleur en sous-sol.

Règlement B102

Ce règlement concerne les zones bleues exposées à un risque de retrait – gonflement des argiles (aléa moyen).

Article I. Interdictions

a) a création de sous-sols partiels (sauf si elle est justifiée par une étude géotechnique spécifique avec réalisation de fondations adaptées).

b) Toute plantation d'arbres ou d'arbustes à une distance de la construction inférieure à leur hauteur à maturité (1,5 fois en cas de rideau d'arbres ou d'arbustes), sauf mise en place d'écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m.

Article II. Autorisations

À condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, sont autorisés sans prescription :

a) Les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures.

b) Les travaux sans extension des constructions existantes.

c) Les abris légers annexes de bâtiments d'habitation (abris de jardin, bûchers, etc.), ne dépassant pas 20 m² d'emprise au sol, sous réserve qu'ils ne soient pas destinés à l'occupation humaine.

d) Les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant.

e) Les infrastructures publiques et réseaux, sous réserve que le maître d'ouvrage prenne les dispositions appropriées aux risques et que leurs conditions d'implantation fassent l'objet d'une étude préalable par le service compétent.

À condition de ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux, sont autorisés sous réserve du respect des prescriptions définies à l'article III :

a) Toutes les autres constructions.

b) La création ou l'extension de terrain de plein air, de sport et de loisirs.

Article III. Prescriptions

III.1. Constructions nouvelles et extensions de constructions existantes

III.1.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

a) Rejet des eaux pluviales et usées dans le réseau collectif lorsque celui-ci existe. En cas d'assainissement autonome, les distances minimales d'éloignement par rapport au bâti doivent être respectées, conformément aux dispositions préconisées dans la norme XPP16-603 référence DTU64.1.

b) Mise en place de dispositifs assurant l'étanchéité des canalisations d'évacuation des eaux usées et pluviales (joints souples…).

III.1.2. Mesures constructives

a) Réalisation d'une étude définissant les dispositions constructives et l'adaptation de l'environnement immédiat du projet nécessaires pour assurer la stabilité des constructions vis-à-vis du risque induit par le retrait – gonflement des argiles. Cette étude doit couvrir la conception, le pré-

Règlement B102
dimensionnement et l'exécution des fondations, conformément à la mission géotechnique type G0+G12 spécifiée dans la norme NF P94-500 (cf. annexe). Cette étude définira également les mesures d'atténuation des variations hydriques du sous-sol, permettant de limiter l'intensité du phénomène (drainage de la parcelle, maîtrise des rejets d'eau, élagage voire abattage d'arbres...). b) Mise en place d'un dispositif d'isolation thermique des murs en cas de source de chaleur en sous-sol.
III.1.3. Adaptation de l'environnement immédiat des constructions
a) Arrachage des arbres et arbustes existants situés à une distance du projet inférieure à leur hauteur à maturité. En cas d'impossibilité d'arrachage, mise en place d'écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m. b) Collecte et évacuation des eaux de ruissellement et d'infiltration par un dispositif de type caniveau implanté à une distance minimale de 1,50 m de la construction. c) Captage des écoulements épidermiques, lorsqu'ils existent, par un dispositif de drainage périphérique implanté à une distance minimale la construction de 2 m. À défaut, le drain doit être implanté le long de la construction, au-dessus du débord de la semelle, conformément au DTU 20.1.
III.2. Constructions existantes
III.2.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture
Néant.
III.2.2. Mesures constructives
Mise en place d'un dispositif d'isolation thermique des murs en cas de source de chaleur en sous-sol.
III.2.3. Adaptation de l'environnement immédiat des constructions
Néant.
Article IV. Recommandations
IV.1. Constructions nouvelles et extensions de constructions existantes
IV.1.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture
Néant.
IV.1.2. Mesures constructives
Néant.
IV.2. Constructions existantes
IV.2.1. Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

Règlement B102
Néant.
IV.2.2. Mesures constructives
Néant.
IV.2.3. Adaptation de l'environnement immédiat des constructions
a) Arrachage des arbres et arbustes existants situés à une distance de la construction inférieure à leur hauteur à maturité. En cas d'impossibilité d'arrachage, mise en place d'écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m. b) Collecte et évacuation des eaux de ruissellement et d'infiltration par un dispositif de type caniveau implanté à une distance minimale de 1,50 m de la construction. c) Captage des écoulements épidermiques, lorsqu'ils existent, par un dispositif de drainage périphérique implanté à une distance minimale la construction de 2 m. À défaut, le drain doit être implanté le long de la construction, au-dessus du débord de la semelle, conformément au DTU 20.1.

Titre III. Mesure de prévention, de protection et de sauvegarde

Ces mesures sont définies en application de l'article L562-1-3 du code de l'Environnement.

Il s'agit, sauf indication contraire, de mesures obligatoires. Le délai fixé pour leur réalisation, qui ne peut être supérieur à 5 ans, est précisé (article L562-1 du code de l'Environnement).

Chapitre 1. Mesures de prévention

Elles permettent l'amélioration de la connaissance des aléas, l'information des personnes et la maîtrise des phénomènes.

Mesures de prévention	Mesures à la charge de	Délais de réalisation
Réaliser des campagnes d'information des particuliers et des professionnels sur les risques naturels concernant la commune ainsi que les règles à respecter en matière de construction et d'utilisation du sol. *(article L125-2 du code de l'Environnement)*	Commune	Au moins tous les deux ans.
Le document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) reprend les informations transmises par le préfet. Il indique les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde répondant aux risques majeurs susceptibles d'affecter la commune. Ces mesures comprennent, en tant que de besoin, les consignes de sécurité devant être mises en œuvre en cas de réalisation du risque. Le maire fait connaître au public l'existence du document d'information communal sur les risques majeurs par un avis affiché à la mairie pendant deux mois au moins. Le document d'information communal sur les risques majeurs est consultable sans frais à la mairie. *(décret n° 2004-554 du 9 juin 2004)*	Commune	Dès approbation du PPRN
Les locataires ou les acquéreurs de biens immobiliers situés dans des zones couvertes par un PPRN doivent être informés par le bailleur ou le vendeur de l'existence des risques visés par ce plan. *(article 77 de la loi du 30 juillet 2003, décret 2005-134 du 15 février 2005)*	Vendeur ou bailleur d'après un arrêté préfectoral transmis au maire et à la chambre départementale des notaires.	Immédiat*
** Le document d'information doit être annexé à toute promesse de vente ou d'achat, à tout contrat constatant la vente ainsi qu'à tout contrat de location.*		

Chapitre 2. Mesures de protection

Elles permettent de maîtriser l'aléa par l'entretien ou la réhabilitation des dispositifs de protection existants, ou de le réduire en créant des nouveaux dispositifs.

Il n'existe pas de dispositifs de protection contre les risques naturels sur la commune de Valensole hormis les ouvrages de l'Asse et de la Durance.

La maîtrise d'ouvrage des travaux de protection, s'ils sont d'intérêt collectif, revient aux communes dans la limite de leurs ressources :

- En application des pouvoirs de police que détiennent les maires au titre du code général des collectivités territoriales (CGCT article L 2212.2.5°).
- En raison de leur caractère d'intérêt général ou d'urgence du point de vue agricole, forestier ou de l'aménagement des eaux (article L151-31 du code rural).

Ces dispositions peuvent aussi s'appliquer à des gestionnaires d'infrastructures publiques et à des associations syndicales de propriétaires (article L151-41).

Le Préfet du département des Alpes-de-Haute-Provence est chargé par la loi des 12 et 20 août 1790 et celle du 8 avril 1898 d'assurer la police des eaux, lui donnant la possibilité d'ordonner par arrêté l'exécution d'office du curage du cours d'eau. Ces dispositions ont été reconduites et complétées par les articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement. Elles rappellent notamment au maire ses obligations afférentes aux cours d'eau non domaniaux présents sur son territoire communal.

Mesures de protection	Mesures à la charge de	Délais de réalisation
Mesure générale : surveillance et entretien des ouvrages de protection (épis, enrochements, digues, etc.).	Maître d'ouvrage	Immédiat et régulier
Mesure générale : mise en place d'une réglementation visant à maintenir en l'état le couvert végétal, voire à favoriser son développement, de façon à lutter d'une part contre l'activité torrentielle et d'autre part contre les phénomènes de ruissellement / ravinement.	Commune	Mesure recommandée

Aléa torrentiel		
Entretien régulier pour rétablir le cours d'eau dans son profil d'équilibre et permettre l'écoulement naturel des eaux (article L.215-14 du code de l'Environnement).	Propriétaire riverain ou commune	Régulier
Entretien de la rive par élagage et recépage de la végétation arborée et enlèvement des embâcles et débris, flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux. (article L.215-14 du code de l'Environnement).	Propriétaire riverain	Régulier et après chaque crue importante
Assurer la bonne tenue des berges et préserver la faune et la flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques. (article L.215-14 du code de l'Environnement).	Propriétaire riverain	Régulier

Aléa ruissellement		
Entretien, voire réalisation et/ou amélioration, du réseau de collecte et d'évacuation des eaux pluviales.	Maître d'ouvrage	Régulier
Réflexion à mener sur les mesures à mettre en œuvre afin de réduire les conséquences potentielles des fortes précipitations sur la commune de Valensole.	Commune	Mesure recommandée

Chapitre 3. Mesures de sauvegarde

Les mesures de sauvegarde visent à maîtriser ou à réduire la vulnérabilité des personnes.

Mesures de sauvegarde	Mesures à la charge de	Délais de
La réalisation d'un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) est obligatoire pour toutes les communes dotées d'un PPRN. Ce plan définit les mesures d'alerte et les consignes de sécurité. Il recense les moyens disponibles et prévoit les mesures d'accompagnement et de soutien de la population. Le PCS doit être compatible avec les plans départementaux de secours. *(article 13 de la loi du 13 août 2004, décret n° 2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au plan communal de sauvegarde)*	Commune	2 ans à compter de la date d'approbation du PPRN

Annexe I – Lexique

Classe dite « à risque normal »

La classe dite « à risque normal » est définie par l'article R563-3 du code de l'Environnement. Elle comprend les bâtiments, équipements et installations pour lesquels les conséquences d'un séisme demeurent circonscrites à leurs occupants et à leur voisinage immédiat. Ces bâtiments, équipements et installations sont répartis entre les catégories d'importance suivantes :

1° Catégorie d'importance I : ceux dont la défaillance ne présente qu'un risque minime pour les personnes ou l'activité économique ;

2° Catégorie d'importance II : ceux dont la défaillance présente un risque moyen pour les personnes ;

3° Catégorie d'importance III : ceux dont la défaillance présente un risque élevé pour les personnes et ceux présentant le même risque en raison de leur importance socio-économique ;

4° Catégorie d'importance IV : ceux dont le fonctionnement est primordial pour la sécurité civile, pour la défense ou pour le maintien de l'ordre public.

Établissement sensible

Un établissement sensible est un établissement dont les installations ou les personnes accueillies sont particulièrement vulnérables en cas de survenue d'un risque majeur. Ces établissements sont généralement traités de façon spécifique et prioritaire en cas de crise. Il s'agit par exemple des établissements scolaires, de « centres » de soins (cliniques, maisons de retraite, etc.), organismes stratégiques (centre de secours, mairie, réseaux, etc.), entreprises à haut risque environnemental ou économique, etc.

Annexe II – Textes réglementaires et documents de références

Code de l'Environnement
article L 561-3 du code de l'Environnement
article L 562-1 et suivants du code de l'Environnement
article L 215-2 du code de l'Environnement
article L 215-14 du code de l'Environnement
article L 215-15 du code de l'Environnement
article L 214-1 à 6 du code de l'Environnement
article L 125-2 du code de l'Environnement

Code des Assurances
articles L 125 – 1 et suivants

Code Forestier
articles R 411-1 à R 412-18

Code de la Construction et de l'Habitation
article R 126-1.

Code Rural
article L 151-31 du code Rural
article L 151-41 du code Rural

Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

Loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile

Décrets
décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 modifié
décret n° 2004-554 du 9 juin 2004
décret n° 2004-1413 du 13 décembre 2004
décret n° 2005-1156 du 13 septembre 2005

Circulaires

circulaire du 6 août 2003

Code de l'Urbanisme

article. L 126-1 du code de l'Urbanisme

article L 130-1 du code de l'Urbanisme

article L 480-4 du code de l'Urbanisme

article L 443-2 du code de l'Urbanisme

Code général des Collectivités Territoriales

article L 2212-2-5 du CGCT

Plans de Prévention des Risques naturels prévisibles – Guide général
Ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, Ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports. 1997.

Plans de Prévention des Risques d'inondation – Guide méthodologique
Ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, Ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports. 1999.

Plans de Prévention des Risques de mouvements de terrain – Guide méthodologique
Ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, Ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports. 1999.

Annexe III – Classification des missions géotechniques

Norme NF-P 94-500 novembre 2013

Enchaînement des missions G1 à G4	Phases de la maîtrise d'œuvre	Mission d'ingénierie géotechnique (GN) et Phase de la mission		Objectifs à atteindre pour les ouvrages géotechniques	Niveau de management des risques géotechniques attendu	Prestations d'investigations géotechniques à réaliser
Étape 1 : Étude géotechnique préalable (G1)		Étude géotechnique préalable (G1) Phase Étude de Site (ES)		Spécificités géotechniques du site	Première identification des risques présentés par le site	Fonction des données existantes et de la complexité géotechnique
	Étude préliminaire, esquisse, APS	Étude géotechnique préalable (G1) Phase Principes Généraux de Construction (PGC)		Première adaptation des futurs ouvrages aux spécificités du site	Première identification des risques pour les futurs ouvrages	Fonction des données existantes et de la complexité géotechnique
Étape 2 : Étude géotechnique de conception (G2)	APD/AVP	Étude géotechnique de conception (G2) Phase Avant-projet (AVP)		Définition et comparaison des solutions envisageables pour le projet	Mesures préventives pour la réduction des risques identifiés, mesures correctives pour les risques résiduels avec détection au plus tôt de leur survenance	Fonction du site et de la complexité du projet (choix constructifs)
	PRO	Étude géotechnique de conception (G2)Phase Projet (PRO)		Conception et justifications du projet		Fonction du site et de la complexité du projet (choix constructifs)
	DCE/ACT	Étude géotechnique de conception (G2) Phase DCE / ACT		Consultation sur le projet de base / Choix de l'entreprise et mise au point du contrat de travaux		
Étape 3 : Études géotechniques de réalisation (G3/G4)		À la charge de l'entreprise	À la charge du maître d'ouvrage			
	EXE/VISA	Étude et suivi géotechniques d'exécution (G3) Phase Étude (en interaction avec la phase Suivi)	Supervision géotechnique d'exécution (G4) Phase Supervision de l'étude géotechnique d'exécution (en interaction avec la phase Supervision du suivi)	Étude d'exécution conforme aux exigences du projet, avec maîtrise de la qualité, du délai et du coût	Identification des risques résiduels, mesures correctives, contrôle du management des risques résiduels (réalité des actions, vigilance, mémorisation, capitalisation des retours d'expérience)	Fonction des méthodes de construction et des adaptations proposées si des risques identifiés surviennent
	DET/AOR	Étude et suivi géotechniques d'exécution (G3) Phase Suivi (en interaction avec la phase Étude)	Supervision géotechnique d'exécution (G4)Phase Supervision du suivi géotechnique d'exécution (en interaction avec la phase Supervision de l'étude)	Exécution des travaux en toute sécurité et en conformité avec les attentes du maître d'ouvrage		Fonction du contexte géotechnique observé et du comportement de l'ouvrage et des avoisinants en cours de travaux
À toute étape d'un projet ou sur un ouvrage existant	Diagnostic	Diagnostic géotechnique (G5)		Influence d'un élément géotechnique spécifique sur le projet ou sur l'ouvrage existant	Influence de cet élément géotechnique sur les risques géotechniques identifiés	Fonction de l'élément géotechnique étudié

L'enchaînement des missions géotechniques suit les phases d'élaboration du projet. Les missions G1, G2, G3, G4 doivent être réalisées successivement.

Une mission géotechnique ne peut contenir qu'une partie d'une mission type qu'après accord explicite entre le client et le géotechnicien.

G0 Exécution de sondages, essais et mesures géotechniques

- Exécuter les sondages, essais et mesures en place ou en laboratoire selon un programme défini dans des missions de type G1 à G5.
- Fournir un compte rendu factuel donnant la coupe des sondages, les procès verbaux d'essais et les résultats des mesures.

Cette mission d'exécution exclut toute activité d'étude ou de conseil ainsi que toute forme d'interprétation.

G1 Étude de faisabilité géotechnique

Ces missions G1 excluent toute approche des quantités, délais et coûts d'exécution des ouvrages qui entre dans le cadre exclusif d'une mission d'étude de projet géotechnique G2.

G11 Étude préliminaire de faisabilité géotechnique

- Faire une enquête documentaire sur le cadre géotechnique du site et préciser l'existence d'avoisinants.
- Définir si nécessaire une mission G0 préliminaire, en assurer le suivi et l'exploitation des résultats.
- Fournir un rapport d'étude préliminaire de faisabilité géotechnique avec certains principes généraux d'adaptation de l'ouvrage au terrain, mais sans aucun élément de pré-dimensionnement.

Cette mission G11 doit être suivie d'une mission G12 pour définir les hypothèses géotechniques nécessaires à l'établissement du projet.

G12 Étude de faisabilité des ouvrages géotechniques (après une mission G11)

Phase 1

- Définir une mission G0 détaillée, en assurer le suivi et l'exploitation des résultats.
- Fournir un rapport d'étude géotechnique donnant les hypothèses géotechniques à prendre en compte pour la justification du projet, et les principes généraux de construction des ouvrages géotechniques (notamment terrassements, soutènements, fondations, risques de déformation des terrains, dispositions générales vis-à-vis des nappes et avoisinants).

Phase 2

- Présenter des exemples de pré-dimensionnement de quelques ouvrages géotechniques types envisagés (notamment : soutènements, fondations, améliorations de sols).

Cette étude sera reprise et détaillée lors de l'étude de projet géotechnique (mission G2).

G2 Étude de projet géotechnique

Cette étude spécifique doit être prévue et intégrée dans la mission de maîtrise d'œuvre.